



Dans une publication parue à Washington

## Sellal explique le nouveau modèle économique de l'Algérie

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a décrit les grandes orientations du nouveau modèle économique adopté par l'Algérie pour faire face à la crise pétrolière et diversifier l'économie nationale.

Page 3

El Bayadh

## Vers des poursuites judiciaires contre des parents d'élèves

Page 24



La croissance économique mondiale a continué d'être moins vorace en énergie l'an dernier, et cela malgré les prix bas du pétrole qui auraient pu freiner les économies d'énergie, selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie publié hier. Signe des progrès réalisés, l'intensité énergétique, qui mesure la quantité d'énergie utilisée pour chaque unité de PIB, a baissé de 1,8%, contre une diminution de 0,6% par an durant la décennie écoulée, détaille ce rapport publié au premier jour du Congrès mondial de l'énergie à Istanbul. Un total de

## Hausse quasi-générale des prix

# Le couffin toujours difficile à remplir

Les produits alimentaires coûtent de plus en plus chers. Les prix au détail de la majorité de ces produits ont connu une hausse en août dernier par rapport au même mois de 2015, tandis que des différences de prix demeurent significatives entre des régions du pays, selon le ministère du Commerce.

Page 2



L'Otan intensifie sa présence au Sahel

## Merkel veut une base militaire au Niger

Page 4



Peine de mort en Algérie

## Amnesty réclame une abolition complète

Amnesty Algérie a renouvelé hier, son appel au gouvernement pour qu'il abolisse la peine de mort et la supprime complètement de la législation algérienne. Animant une conférence débat sur la peine de mort à l'hôtel Sofitel à Alger, la directrice d'Amnesty Algérie, Mme Hassina Oussedik, a estimé que la signature du moratoire sur la peine de mort par l'Algérie en 1993 était une avancée à l'époque qui doit d'être complétée aujourd'hui, par une abolition totale.

Page 3

## Malgré les prix bas du pétrole Les économies d'énergie ont continué à progresser en 2015

221 milliards d'euros ont été investis dans l'efficacité énergétique, soit une hausse de 6% par rapport à 2014. «Il n'y a pas de politique de changement climatique et énergétique réaliste et financièrement accessible sans une composante vigoureuse et importante d'efficacité énergétique», insiste l'Agence dans un communiqué.

Les gains d'efficacité énergétique réalisés l'an dernier dans les 29 pays membres de l'AIE, bras énergétique de l'OCDE, ont par exemple représenté l'équivalent de la consommation d'énergie du Japon. Encore plus significatif, selon l'Agence, cette performance «a été atteinte malgré les prix bas du pétrole, qui traditionnellement ralentissent l'enthousiasme pour les éco-

nomies d'énergie».

La Chine s'est particulièrement illustrée, avec une intensité énergétique de -5,6%, contre une moyenne de -3,1% dans la décennie écoulée. La consommation d'énergie y a progressé de 0,9% pour une croissance économique de 6,9%. Toutefois, au niveau mondial cette progression «reste trop lente», juge l'Agence, et les politiques nationales doivent être renforcées pour mettre en oeuvre les gains potentiels d'économies d'énergie. «70% de la consommation énergétique mondiale ne fait l'objet d'aucune exigence de performance d'efficacité», insiste Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE en introduction du rapport.

Page 5





Hausse quasi-générale des prix

# Le couffin toujours difficile à remplir

Les produits alimentaires coûtent de plus en plus chers. Les prix au détail de la majorité de ces produits ont connu une hausse en août dernier par rapport au même mois de 2015, tandis que des différences de prix demeurent significatives entre des régions du pays, selon le ministère du Commerce.



Par Karima Nacer

Les Algériens payent cher les produits alimentaires. Les augmentations les plus remarquables, ont touché les produits d'épicerie, les légumes secs, les légumes frais, les viandes et les œufs. Pour les produits d'épicerie, les prix moyens à consommateur se sont envolés, entre les deux périodes de comparaison.

Le lait en poudre infantile a connu une augmentation de 12,3%, la levure sèche, quant à elle, était en hausse de 10,5%. Les pâtes alimentaires ont connu une hausse de 7% avec le riz. La hausse pour

la farine conditionnelle est estimée à 6,3%. Le concentré de tomate était en hausse de 5,6%. Le thé dont l'utilisation n'est pas quotidienne n'est pas épargné par la hausse estimée à 5,3%. La hausse pour le sucre blanc est de 2,3%. Pour le café et les huiles alimentaires la hausse est située entre 1,7% et 1%. Et enfin pour cette catégorie, la semoule ordinaire a affiché une hausse de 0,1%.

Concernant les légumes secs, moins consommés durant l'été, à l'exception des prix des haricots secs qui a baissé de 7%, il a été enregistré une flambée des prix pour les pois chiches de 60,4% et

les lentilles 22,1%.

Pour les légumes frais, une forte hausse des prix a touché l'ail importé de 28,7%, l'ail local sec de 18,2% ainsi que la tomate fraîche de 17,6%. Pour les viandes, le prix du poulet éviscéré a enregistré une hausse de 13,7%. Les prix de la viande bovine congelée ont également augmenté de 1,5%. Quant aux œufs, leur prix moyen a nettement augmenté avec une hausse de 33,3% en août 2016 par rapport au même mois 2015.

En revanche, certains produits ont connu une baisse significative durant la même période, notamment l'oignon, la pomme

de terre, le lait en poudre adulte, la viande ovine et bovine locale. Les prix de l'oignon sec en baisse de 31,4% ainsi que la pomme de terre de 8,3%. Le lait en poudre adulte a enregistré une baisse de 2,6%. S'agissant de la viande ovine locale, les prix moyens ont diminué de seulement 0,6% alors que ceux de la viande bovine locale ont reculé de 0,3%.

L'augmentation des prix n'est pas propre à la capitale. Elle est également accentuée d'une région à une autre. Des disparités de prix substantielles ont été également soulignées entre les régions du pays pour des pro-

duits alimentaires, qui s'expliquent, selon le ministère du Commerce, essentiellement par les habitudes alimentaires d'une région pour certaines denrées, les frais de transport pour les wilayas éloignées et la spécialité agricole d'une région pour ce qui concerne les fruits et légumes ainsi que les viandes.

Ainsi, le ministère du commerce donne quelques exemples de wilayas. Le prix moyen de la pomme de terre était à 38 DA/kg dans la région de Blida en août dernier contre 56 DA à Ouargla, soit une différence de l'ordre de 18 DA, alors que l'ail local coûtait 333 DA/kg sur les étals de Saïda contre 464 DA à Alger, soit une différence de plus de 131 DA. Idem pour les haricots verts qui valaient 110 DA/kg dans la région de Blida contre 142 DA à Béchar et Ouargla. La carotte se vendait à 57 DA à Sétif contre 78 DA à Ouargla, l'oignon était cédé à 27 DA/kg à Blida contre 51 DA à Ouargla (différence de 24 DA).

Le kilogramme de pommes locales était cédé à 143 DA à Batna contre 210 DA à Oran, une différence de plus de 60 DA. Les dattes ont été cédées à 344 DA/Kg à Ouargla contre 695 DA à Sétif. Même tendance pour le prix de la farine conditionnée qui est moins chère à Oran avec 42 DA/kg contre 58 DA à Alger.

Concernant les produits d'épicerie, le prix moyen de la farine infantile était à 407 DA à Oran et à 468 DA à Blida.

Très prisé dans le sud du pays, le thé était vendu durant le mois d'août dernier à 390 DA/kg à Annaba contre 813 DA à Ouargla, soit une différence de près de 400 DA.

S'agissant des viandes, il est observé qu'elles sont moins chères dans la région de Batna: le kilogramme de viande ovine locale s'y vendait à 1 252 DA/kg contre 1 443 DA à Alger, une différence de plus de 190 DA, alors que la viande bovine locale y était cédée à 870 DA/kg contre 1 356 DA à Oran.

K. N.

Législatives 2017

## Le pouvoir d'achat au cœur de la campagne ?

Par Nabil Benali

A mesure que les partis se prononcent sur leur participation aux législatives de 2017, se dégage déjà l'ambiance générale de ce rendez-vous qui ne s'annonce pas plus qu'une formalité institutionnelle insuffisante à la moindre redistribution des cartes. Politiquement sans grand enjeu, du moins dans l'immédiat, le scrutin qui sonnera le point final des dernières thèses sur un «printemps algérien», forcera la classe politique à regarder ailleurs, voire vers la même direction que la majorité des Algériens. Sur quoi se fonde ce point de vue ? Sur plusieurs éléments et notamment les signaux lancés tour à tour par les acteurs politiques. Le premier en date vient de la sortie médiatique du venant Ali Fawzi Rebaine, de Ahd54. Il y a une dizaine de jours, celui-ci a animé une conférence de presse où il n'a été

question que des difficultés économiques et du peu de clairvoyance dans la politique de l'actuel gouvernement. Ali Fawzi Rebaine n'a eu aucun mot sur le scrutin lui-même ou sur son organisation, réservant sans doute l'annonce de sa participation à une autre date. On sait que Ahd54 qui n'est un parti d'opposition que considéré à l'intérieur du courant nationaliste, un petit qui veut faire comme les grands, soit le FLN et le RND, finira par y aller et que ses critiques ne sont là que pour presser l'Administration de lui donner des garanties. Mais en choisissant d'embarrasser les autorités par rapport à leur politique économique, il indique à la fois quelle est, de son point de vue, la véritable brèche offerte à lui et au reste de la classe politique. Ce qui confirme que les critiques envers le gouvernement, base du discours de campagne de l'opposition, seront centrées sur le

pouvoir d'achat, c'est d'abord que les difficultés économiques sont bel et bien une réalité tangible, amère pour beaucoup. Nul ne se privera de l'exploiter et ce n'est pas sans le savoir que le président Bouteflika est venu au secours du gouvernement lors du dernier Conseil des ministres afin d'atténuer un projet de loi de finances qui promet encore de grosses coupes budgétaires et un niveau de taxation record. Tout le monde aura noté, en dehors d'un baril à 50 dollars comme référence à un budget où les subventions et le logement social ne reculent pas, qu'il n'a aucunement été question de politique. On connaît donc les priorités du président et même du FLN, bien que le SG du parti soit revenu ces jours-ci pour allumer des contre feux qui ne trompent personne. Amar Saâdani semble plutôt mener un combat d'arrière-garde contre cer-

taines personnalités déclarées «ennemis de la nation» et il faut plutôt croire que c'est un combat personnel : tout comme Abdelaziz Bouteflika a eu à défendre l'image de l'ancien patron des services de renseignement après le départ de celui-ci, c'est Ahmed Ouyahia, directeur de cabinet d'El Mouradia, qui vient une nouvelle fois de s'en charger encore. Et de cette histoire, tout comme de la guéguerre Saâdani-Belkhadem, on pense bien que les Algériens s'en moquent totalement ! Ajoutons un autre élément qui conforte un climat politique plus apaisé qu'il n'est reflété médiatiquement. La décision du RCD d'aller aux législatives, après quatre ans d'investissement dans le bloc d'opposition réunie sous la bannière de l'Isco. Plus important en fait, les motifs données par le numéro 1 du RCD expliquant que le parti a tout bonnement

actualisé son analyse et que la vision qui était celle de 2012, au pic du «printemps arabe» n'est plus de mise. Dans ce contexte, et en attendant les autres, sur quoi devront se baser les stratégies de campagne en vue des élections ? Pas difficile : Les partis politiques voudront se montrer sensibles aux difficultés d'une population qui leur a tourné le dos. En l'espèce, tout indique que ce seront les sujets économiques et sociaux qui prendront le pas sur les problèmes politiques. Le constat est autant pour les partis de l'opposition que ceux qui sont «au pouvoir». Ce qui laisse à penser que la guerre de position qui se prépare autour de l'instance de surveillance des élections ne sera qu'une étape purement politique, électorale s'entend, et qui ne concerne que la classe politique elle-même et ses calculs partisans immédiats.

N. B.



Dans une publication parue à Washington

# Sellal explique le nouveau modèle économique de l'Algérie

**Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a décortiqué les grandes orientations du nouveau modèle économique adopté par l'Algérie pour faire face à la crise pétrolière et diversifier l'économie nationale.**



Par M. Ait Chabane

**D**ans une publication parue à Washington, à l'occasion des Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), il a réitéré les dernières mesures incitatives à l'investissement et réaffirmé par là même la volonté de l'Algérie de s'inscrire dans une nouvelle dynamique de développement et de croissance ouverte au partenaire étranger. «Notre stratégie est simple : la croissance comme priorité et objectif permanent, et les entreprises comme un moyen pour y parvenir», a indiqué le Premier ministre, tout en insistant sur la croissance économique qui est «une priorité et un objectif permanent». La publication de 28 pages dans laquelle sont énoncées les déclarations de Abdelmalek Sellal, intitulée Algeria Investment Report est destinée essentiellement à attirer les hommes d'affaires et investisseurs américains pour contribuer à l'essor de l'économie nationale

dans plusieurs secteurs d'activité. «Depuis plus d'une décennie, nos revenus pétroliers sont orientés vers la création des programmes structurels et les grands projets d'infrastructures de base pour rattraper le retard économique dont nous avons souffert pendant la période du terrorisme», a précisé le Premier ministre. Et d'insister sur les efforts consentis ces dernières années par le gouvernement algérien pour améliorer le climat des affaires et encourager l'investissement productif et la création d'entreprises. A ce titre, il a mis en exergue les grands axes du nouveau modèle économique national adopté dans le sillage des efforts de l'Algérie de préparer son économie à l'après-pétrole. Toutefois, le Premier ministre n'a pas manqué de rappeler la tendance protectionniste pour préserver l'économie nationale, en prenant le soin de préciser que cette démarche n'exclut aucunement le recours à l'expertise et à l'investissement étrangers. Une démarche qui vise à mettre «le pays sur la voie du développement et de la prospérité et de changer avec

succès certaines mentalités et habitudes de la société algérienne», a-t-il souligné. Etayant ses propos, Abdelmalek Sellal a mis en avant les mesures encourageantes et incitatives véhiculées par le nouveau Code de l'investissement, énumérant les différentes facilitations destinées à fluidifier les procédures et rendre digest l'acte d'investir. «Nous avons aussi mis en place une procédure simplifiée pour superviser la gestion des terrains industriels, qui est maintenant ouvert à l'investissement privé et peut être contrôlé localement», a-t-il encore ajouté, tout en focalisant sur les divers horizons de partenariat et de coopération avec les partenaires américains. «Les opportunités pour les investisseurs américains pour faire de bonnes affaires sont là et elles sont nombreuses», a renchéri le Premier ministre, citant les secteurs de l'agriculture, l'industrie pharmaceutique, la pétrochimie et l'énergie, où les Américains contribuent déjà à la réalisation de plusieurs projets en Algérie.

M. A. C.

Conseil national des droits de l'homme

## Louh présente un exposé sur le texte de loi

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, a présenté hier un exposé devant la commission des affaires juridiques, administratives et des droits de l'homme sur le texte de loi relatif au Conseil national des droits de l'homme (Cndh), a indiqué un communiqué du Conseil de la nation.

Lors de la réunion présidée par Amine Cheriet, président de la commission, en présence de Mme Ghania Eddalia, ministre en charge des relations avec le Parlement, le ministre a présenté un exposé sur le texte de loi fixant la composition du Conseil national des droits de l'homme et les modalités de désignation des membres ainsi que les règles relatives à son organisation et à son fonctionnement.

M. Louh a évoqué d'abord les différentes dispositions contenues dans le texte et les objectifs attendus avant de donner la parole aux membres de la commission pour poser leurs questions et soulever leurs préoccupations sur le texte en question.

La commission procédera à l'élaboration d'un rapport préliminaire sur le texte de loi qui sera présenté lors de la prochaine séance plénière.

Riad D.

Affaire de l'assassinat de l'avocat stagiaire

## Arrestation du principal suspect

Les services de Sûreté d'Alger ont arrêté, ce week-end, le principal suspect dans l'affaire de l'assassinat du jeune avocat stagiaire près la Cour de justice de Tipasa, dans la forêt de Bouchaoui (Alger), a indiqué hier un communiqué de ces services.

Après confrontation avec deux témoins, le suspect a reconnu avoir commis ce crime, imputant cela à «des motifs matériels». Ce dernier avait convenu avec la victime d'acheter le véhicule de ce dernier, mais les procédures de vente n'ont pas été finalisées, la victime n'ayant pas encaissé la totalité de la somme, ce qui a suscité la colère du suspect qui a commis le meurtre et volé le véhicule et le téléphone portable de la victime, a indiqué la même source.

Le principal suspect a été placé en détention provisoire. La deuxième personne qui a caché le téléphone portable de la victime a été placée sous contrôle judiciaire dans l'attente du procès, ajoute le communiqué.

R. N.

Peine de mort en Algérie

# Amnesty réclame une abolition complète

Par Rachid Chihab

**A**mnesty Algérie a renouvelé hier, son appel au gouvernement pour qu'il abolisse la peine de mort et la supprime complètement de la législation algérienne. Animant une conférence débat sur la peine de mort à l'hôtel Sofitel à Alger, la directrice d'Amnesty Algérie, Mme Hassina Oussedik, a estimé que la signature du moratoire sur la peine de mort par l'Algérie en 1993 était une avancée à l'époque qui doit être complétée aujourd'hui par une abolition totale. «L'abolition en pratique de la peine de mort par

l'Algérie en 1993 était un pas important qui demeure insuffisant», a-t-elle dit. Elle ajoute : «Cette initiative doit être suivie par une abolition complète aujourd'hui». Pour elle, le retour des crimes contre les enfants ne doit pas constituer un motif pour demander le retour aux exécutions. «Il ne faut pas agir sous l'effet de l'émotion en ce qui concerne une question aussi sensible que la peine de mort», recommande-t-elle avant de développer un argumentaire plaidant en faveur de l'abolition totale de cette peine de la loi algérienne. En effet, elle estime que la peine de mort est

une violation des droits fondamentaux de l'être humain qui consacrent aussi le «droit à la vie».

Elle ajoute : «Dans de nombreux cas, l'accusé est indigent et doit faire appel à des avocats commis d'office. De plus, les procédures de recours sont extrêmement coûteuses et de nombreux condamnés à mort y renoncent, faute d'argent». La torture et la cruauté sont mauvaises. Certaines exécutions sont bâclées, en particulier la méthode de l'injection létale aux Etats-Unis. Selon Amnesty International, ces ratés sont souvent dus à l'absen-

ce de personnel médical qualifié pendant l'exécution. Ainsi, le personnel pénitentiaire prend parfois des mesures extrêmes.

La race de l'accusé peut influencer le verdict. Si l'on observe le tissu démographique américain, les proportions ethniques ne sont pas respectées dans le couloir de la mort où les Afro-Américains sont proportionnellement plus représentés que les Blancs.

Elle dit aussi que la peine de mort n'est pas plus dissuasive que la prison à vie. Cet argument se vérifie en particulier dans les Etats américains qui ont réintroduit la

peine de mort sans constater de diminution de la criminalité. Un autre argument prétend que les criminels qui s'attendent à être condamnés à mort sont plus sujets à l'usage de la violence, s'épargnant ainsi l'enfermement à vie. Durant les débats, des partisans du maintien de la peine capitale ont pris la parole pour défendre leur opinion. Ils estiment que la peine capitale est un châtiment décidé par Dieu que l'être humain ne peut nier. Ils estiment aussi la recrudescence des crimes contre les enfants ne peut être combattue que par l'application de la peine de mort. R.C.



# Rencontre mixte de préparation du comité bilatéral algéro-nigérien à Tamanrasset

## Objectif, développement des zones frontalières

L'Algérie a toujours aspiré à développer les régions frontalières généralement «sous-développées» avec les pays voisins, des commissions mixtes sont créées en vue de donner une nouvelle dynamique à ces zones et les populations qui y habitent.



Par Sofiane Aït Mohamed

Hier à Tamanrasset ont débuté les travaux d'une rencontre mixte de préparation du comité bilatéral algéro-nigérien. La rencontre s'inscrit dans le cadre de la préparation de la sixième session du comité bilatéral algéro-nigérien prévue en décembre prochain, ont indiqué les services de la wilaya de Tamanrasset. Elle est coprésidée par les walis de Tamanrasset et Illizi du côté algérien, et des gouverneurs d'Agadez et Tahoua, du côté nigérien, en présence de représentants des corps sécuritaires, d'institutions administratives et socio-économiques, des directions de l'exécutif et des élus des deux parties. Intervenant en ouverture des travaux, le wali de Tamanrasset, Belkacem Silmi, a situé cette réunion dans le cadre de l'évaluation de la mise en

œuvre des décisions prises lors de la 5<sup>ème</sup> session du comité bilatéral algéro-nigérien, et dans la perspective de l'impulsion de la dynamique de coopération frontalière, et de la consolidation des échanges économiques dans tous les domaines, pour le bien des populations de ces régions. Les rapports mixtes sanctionnant les efforts des deux pays au plan sécuritaire appellent à un accompagnement de ces efforts par des actions dans différents domaines socioéconomiques, dans le cadre d'un partenariat et d'une coopération entre les deux pays, a indiqué M. Silmi en soulignant la nécessité, dans le même sens, de faire face aux différents maux sociaux, tels que la pauvreté et la marginalisation sociale, afin d'asseoir un développement durable dans les zones frontalières, notamment à travers des opérations de désenclavement. Le wali d'Illizi, Atallah Moulati, a soutenu que la ren-

contre reflète l'importance accordée à la coopération et la coordination dans la bande frontalière entre les deux pays, tout en appelant à davantage d'efforts et à l'exploitation optimale des ressources socio-économiques pour concrétiser un développement durable, une action non des moindres, estime-t-il, au regard de la conjoncture sécuritaire aux frontières. La coopération bilatérale aux frontières exige la réunion des conditions favorables à la circulation des personnes, la consolidation de la sécurité et la lutte contre le crime organisé transfrontalier, a encore soutenu M. Atallah Moulati. De son côté, le gouverneur d'Agadez, Sadou Saloké, a affirmé que la délégation nigérienne présente à cette rencontre porte de «grands espoirs» pour la concrétisation des orientations des dirigeants des deux pays concernant la coopération bilatérale, et la mise en œuvre des

recommandations de la 5<sup>ème</sup> session du comité bilatéral algéro-nigérien, en plus de constituer une occasion d'évaluer la mission des institutions administratives dans les différents domaines, notamment sécuritaire. Les travaux de la rencontre ont débuté au siège de la wilaya de Tamanrasset, sous forme de deux ateliers traitant de questions bilatérales liées aux volets sécuritaire et de circulation des biens et des personnes pour le premier, et au dialogue concernant la coopération dans les domaines socio-économiques, culturel et scientifique, pour le second. Ils se poursuivront durant deux jours et seront sanctionnés par l'annonce d'une série de dispositions liées essentiellement à l'organisation de la 6<sup>ème</sup> session du comité bilatéral algéro-nigérien. Avec d'autres pays, la Libye notamment, l'Algérie procède de la même façon.

S.A.M.

### Béchar

## L'imprimerie de la SIA en difficulté financière

L'imprimerie de la société d'impression d'Alger (SIA) à Béchar traverse une période financière jugée difficile où durant les années 2014 et 2015 elle a enregistré des pertes estimées à 40 millions de DA, indique un rapport de la direction de cette unité.

Ces pertes financières ont pour cause la faiblesse de la production de cette imprimerie qui n'a concerné durant ces deux années que huit quotidiens nationaux, avec un tirage de 16 000 exemplaires par jour, précise le document présenté dimanche à l'occasion de la troisième session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) consacrée à l'étude du secteur de la communication et son apport au développement local.

Le même document fait état de la persistance de la situation depuis le début de 2016 où l'on a enregistré aussi une baisse significative de la production ramenée à six quotidiens, soit un tirage de 11 000 exemplaires/jour, ce qui a aggravé la situation financière de cette unité.

Selon la même source, cette situation est due essentiellement à la prise en charge à ce jour par les imprimeries d'Oran et de Ouargla des quotas des exemplaires des titres des quotidiens nationaux destinés à la distribution à travers les wilayas de Béchar et Adrar.

L'arbitrage du ministère de tutelle pour le respect des quotas d'exemplaires à être distribués à travers les différentes régions du pays (Ouest, Sud-ouest, Sud-Est, Centre et Est) a été préconisé par la direction de cette imprimerie pour la faire sortir de son marasme financier, souligne le même document.

Cette imprimerie, inaugurée en décembre 2013 et employant actuellement 23 personnes entre cadres techniques et autres agents, a nécessité un investissement public de 689 millions de DA (réalisation et équipement).

Elle offre une capacité de tirage de 35 000 exemplaires/heure et a permis de mettre un terme aux difficultés d'acheminement et de distribution des titres de la presse quotidienne et hebdomadaire nationale, dont a souffert la région du Sud-Ouest durant plusieurs décennies.

Unique en son genre dans le sud-ouest du pays, cette imprimerie dispose de moyens techniques ultramodernes pour permettre l'impression de 20 000 livres scolaires et autres magazines ou tout autres publications, tant en couleur qu'en noir et blanc, selon ses responsables.

R. N.

L'Otan intensifie sa présence au Sahel

## Merkel veut une base militaire au Niger

Par Amine Bensafi

Le fait est passé inaperçu chez nous, mais il indique et confirme la volonté des membres de l'Otan d'intensifier leur présence militaire dans la région du Sahel. Après les bases françaises au Mali, au Niger, au Sénégal, au Tchad et au Burkina Faso, en attendant une présence renforcée en Mauritanie où il s'agit de former des unités militaires de ce pays ainsi que les bases américaines de surveillance au Burkina Faso, en République centrafricaine et en Mauritanie, c'est au tour de l'Allemagne d'annoncer son intention de construire au Niger «une base militaire en appui à la Minusma». L'annonce a été faite mercredi dernier par l'ambassadeur d'Allemagne à Niamey. Les

troupes envoyées par le gouvernement d'Angela Merkel sont engagées depuis 3 ans au Mali et Berlin, dont la présence s'inscrit dans la durée, entend se servir de la future nouvelle base aérienne comme plate-forme d'approvisionnement de la Bundeswehr dans la région. Selon une analyse publiée sur le site de RFI, «l'Allemagne, traditionnellement tournée vers l'Europe de l'Est, a longtemps ignoré l'Afrique. Mais Berlin, qui a accueilli plus d'un million de réfugiés pour l'essentiel syriens l'an passé, craint un nouvel afflux de migrants originaires cette fois d'Afrique subsaharienne». «Le bien-être des populations sur le continent est aussi de l'intérêt de l'Allemagne et une question de haute importance stratégique parce que les gens se trouvent à

notre porte», a ainsi déclaré Angela Merkel au magazine *Die Zeit* de cette semaine. La chancelière d'un pays qui a bien la culture de la base militaire étrangère (26 bases US en Allemagne !) a entamé dimanche une visite de trois jours au Niger et en Ethiopie, provenant de Bamako, et recevra prochainement à Berlin les présidents tchadien et nigérien. Elle n'avait mis les pieds en Europe depuis 2011. Angela Merkel a promis aux Allemands qu'ils ne connaîtraient pas cette année un afflux de réfugiés similaire à celui de 2015. Mais pour tenir cette promesse, elle a besoin de l'Afrique, assure le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*. Entre autres dossiers, le défi de la sécurité et de la migration clandestine qui ont été à l'agenda des deux premiers res-

ponsables de l'Allemagne et du Niger, pays considéré comme zone de transit pour la migration entre l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale et l'Afrique du Nord. Dans l'immédiat, Berlin entend jeter sa base militaire aux côtés de celles dont disposent déjà la France et les Etats-Unis dans leurs opérations de «lutte contre les jihadistes du Sahel, notamment entre la Libye et le Mali, deux voisins du Niger». Cette concentration des forces de l'Otan risque d'être particulière dans le pays, alors que la France est présente depuis une décennie dans le pays, de même que les forces US, ces deux pays ayant des bases de drones Reapers installées côte à côte à Niamey. Leur rayon d'action permet d'atteindre la frontière libyenne au Nord ou le Nigeria au Sud. A

Arli se trouve un détachement de forces spéciales françaises, à Agadez les Etats-Unis construisent une nouvelle base de drones, une piste en dur à Dirkou plus au Nord et une base avancée à Madama, à proximité de la Libye. Au Sud, c'est le terrain de Diffa, «avant-poste de la guerre contre Boko Haram». Le Mali n'est pas en reste des calculs allemands : la coopération militaire a été également évoquée au cours de la visite de 48 heures de la chancelière allemande à Bamako, dont le pays déploie quelques centaines de soldats allemands font partie des casques bleus de la mission de l'ONU sur place. D'autres sont des formateurs de l'armée malienne, et le Mali souhaite renforcer ses relations dans le domaine militaire. Ça promet !

A. B.



Malgré les prix bas du pétrole

# Les économies d'énergie ont continué à progresser en 2015

La croissance économique mondiale a continué d'être moins vorace en énergie l'an dernier, et cela malgré les prix bas du pétrole qui auraient pu freiner les économies d'énergie, selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie publié hier.



Signe des progrès réalisés, l'intensité énergétique, qui mesure la quantité d'énergie utilisée pour chaque unité de PIB, a baissé de 1,8%, contre une diminution de 0,6% par an durant la décennie écoulée, détaille ce rapport publié au premier jour du Congrès mondial de l'énergie à Istanbul.

Un total de 221 milliards d'euros ont été investis dans l'efficacité énergétique, soit une hausse de 6% par rapport à 2014.

«Il n'y a pas de politique de changement climatique et énergétique réaliste et financièrement accessible sans une composante vigoureuse et importante d'efficacité énergétique», insiste l'Agence dans un communiqué.

Les gains d'efficacité énergétique réalisés l'an dernier dans les 29 pays membres de l'AIE, bras énergétique de l'Ocde, ont par exemple représenté l'équivalent de la consommation d'énergie du Japon.

Encore plus significatif, selon l'Agence, cette performance «a été atteinte malgré les prix bas du pétrole, qui traditionnellement ralentissent l'enthousiasme pour les économies d'énergie».

La Chine s'est particulièrement illustrée, avec une intensité énergétique de -5,6%, contre une moyenne de -3,1% dans la décennie écoulée. La consommation d'énergie y a progressé de 0,9% pour une croissance économique de 6,9%. Toutefois, au niveau

mondial cette progression «reste trop lente», juge l'Agence, et les politiques nationales doivent être renforcées pour mettre en oeuvre les gains potentiels d'économies d'énergie. «70% de la consommation énergétique mondiale ne fait l'objet d'aucune exigence de performance d'efficacité», insiste Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE en introduction du rapport.

Selon les calculs de l'Agence, il faudrait que les gains d'intensité énergétique atteignent 2,6% par an pour mettre le monde sur les rails d'un système énergétique décarboné. «L'efficacité énergétique est la ressource que tous les pays possèdent en abondance», rappelle Fatih Birol. Et les avantages vont au

delà du sort de la planète. Les normes d'efficacité énergétique des carburants ont permis l'an dernier d'économiser 2,3 millions de barils par jour de pétrole, soit 2,5% de la production mondiale d'or noir.

Les pays membres de l'AIE (29 pays également membres de l'Ocde et importateurs d'énergie) ont aussi économisé 540 milliards de dollars sur leur facture énergétique l'an dernier grâce aux efforts réalisés depuis 2000, surtout dans les bâtiments et l'industrie, a calculé l'agence.

Elle plaide donc pour un renforcement des politiques publiques (normes, objectifs, etc.) pour accélérer ces efforts, par exemple sur les équipements électriques ou les transports. **Reda A.**

Selon le ministre saoudien de L'Energie

## Un baril à 60 dollars envisageable d'ici la fin 2016

Le ministre saoudien de l'Energie Khaled al-Faleh a estimé hier qu'un baril de brut à 60 dollars était envisageable d'ici la fin de l'année, tout en avertissant contre une baisse drastique de la production susceptible de provoquer un choc sur les marchés.

«Nous voyons une convergence de l'offre et de la demande. Il n'est pas impensable qu'on arrivera à (un baril) à 60 dollars d'ici la fin de l'année», a déclaré M. al-Faleh, lors d'une allocution au Congrès mondial de l'Energie à Istanbul.

«Ce n'est pas le prix que je regarde, mais plutôt l'offre et la demande», a-t-il ajouté.

Il a estimé que l'Opep «doit faire en sorte de ne pas trop resserrer (la production) afin de ne pas provoquer de choc sur le mar-

ché».

«Nous ne voulons pas créer un choc sur le marché et déclencher un processus susceptible d'être nuisible», a-t-il encore noté.

Il a reconnu, toutefois, que le royaume, dont le brut représente sa principale source de revenus, était «devenu quelque peu complaisant» en matière économique pendant les années fastes quand les cours du pétrole s'étaient envolés mais qu'il était désormais déterminé à mettre en oeuvre un ambitieux plan de transformation économique orchestré par le vice-Prince héritier Mohammed ben Salmane.

Il a assuré que ce plan serait appliqué quel que soit le prix du pétrole. «Le Royaume sera prêt à s'accommoder du prix quel qu'il soit», a-t-il indiqué.

Il a affirmé s'attendre à une augmenta-

tion de la demande, «mais même si cela ne se produit pas, nous serons prêts à y faire face».

Le Congrès mondial de l'énergie se tient tous les trois ans et rassemble environ des centaines de participants venus des différentes régions du monde pour discuter des transformations dans ce secteur.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, ainsi que ses homologues russe, Vladimir Poutine et vénézuélien, Nicolas Maduro, figurent notamment parmi les participants qui doivent prendre la parole dans la journée.

Les prix pétroliers se sont redressés depuis la décision de l'Opep le 28 septembre à Alger de ramener sa production à un niveau de 32,5 à 33 millions de barils par jour, contre 33,47 mbj en août. **R. N.**

Poutine l'affirme

## La Russie prête à se joindre aux mesures pour limiter la production

Le président russe, Vladimir Poutine, a affirmé hier que son pays était prêt à se joindre aux mesures destinées à réduire la production de pétrole pour doper les cours.

«La Russie est prête à se joindre aux mesures pour limiter la production de pétrole», a déclaré M. Poutine dans une allocution lors du Congrès mondial de l'énergie à Istanbul, émettant le voeu de voir l'Opep «se joindre à cette idée en novembre».

«Dans le contexte actuel, nous pensons qu'un gel ou une réduction de la production de pétrole est le seul moyen pour préserver la stabilité du secteur de l'énergie et accélérer le rééquilibrage du marché», a-t-il encore dit.

Dans la matinée, le ministre saoudien de l'Energie, Khaled al-Faleh, avait estimé que la tendance actuelle à la hausse des cours de brut pourrait être maintenue et qu'un baril à 60 dollars était envisageable d'ici la fin de l'année.

Hier, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 51,80 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en recul de 13 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le mois de novembre cédait 22 cents à 49,59 dollars.

Les cours de l'or noir avaient grimpé vendredi jusqu'à 52,84 dollars pour le Brent et à 50,74 dollars pour le WTI, au plus haut depuis leur record de l'année à la mi-juin, soutenus depuis deux semaines par l'accord trouvé par les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) à Alger sur une limitation de leur production.

H. A.

Dans un marché attentiste

## Le Brent ouvre la semaine à plus de 51 dollars à Londres

Les prix du pétrole se sont maintenus lundi en cours d'échanges européens en dessus de 51 dollars, dans un marché attentiste aux annonces venues de ministres de l'Opep présents à Istanbul, ainsi que les estimations de marché qui seront publiées cette semaine.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 51,80 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en recul de 13 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le mois de novembre cédait 22 cents à 49,59 dollars.

Les cours de l'or noir avaient grimpé vendredi jusqu'à 52,84 dollars pour le Brent et à 50,74 dollars pour le WTI, au plus haut depuis leur record de l'année à la mi-juin, soutenus depuis deux semaines par l'accord trouvé par les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) à Alger sur une limitation de leur production.

Les marchés restent attentistes aux déclarations de certains dirigeants de l'Opep regroupés à Istanbul, alors que les estimations sur le marché du pétrole de l'Agence internationale de l'Energie (AIE), de l'Opep et de l'EIA (Energy Information Administration, antenne du département américain de l'Energie) sont attendues cette semaine.

H. A.



e-Novatio

# Une lettre numérique dédiée aux secteurs de l'énergie et du numérique

e-Novatio, une lettre numérique avec une périodicité hebdomadaire, propose une revue de presse synthétisant l'ensemble des informations internationales autour des thèmes des réseaux intelligents dans les secteurs de l'énergie et du numérique.



Conçue et mise au point par l'Algérien Nidam Abdi, cette plate-forme informationnelle de veille est un style, un "esprit nouveau", une large vision internationale face à la densité des enjeux de l'énergie et du numérique, «jamais aussi vital qu'aujourd'hui, en phase avec les innovations», explique son concepteur, ancien journaliste dans un quotidien français, dans un entretien à l'APS.

«Comme d'autres pays, et notamment ceux d'Afrique, l'Algérie n'échappera pas au mouvement qui actuellement est en train de révolutionner les collectivités locales, le secteur énergétique, les industries, les objets et les machines», a-t-il relevé soulignant que la numérisation croissante de ces secteurs «nous amène à un nouveau paradigme, où il va falloir à l'in-

stant donné avoir l'information pour anticiper l'innovation et les mutations».

C'est dans cette optique qu'e-Novatio (<http://e-novatio.com/>) se positionne sur un «secteur d'avenir», celui de l'intégration des nouvelles technologies à la ville.

«Un marché associé qui offre un fort potentiel de développement estimé à un total cumulé de 100 milliards de dollars pour la décennie 2010-2020, à l'échelle mondiale», indique M. Abdi, directeur de la publication de la lettre.

Pour lui, l'Algérie, pour ne pas se laisser distancer par les pays européens et voisins, «devrait s'ouvrir aux réflexions à l'échelle internationale qui concernent les équipements au service de la ville intelligente, le changement de consommation énergétique, la transformation

des sites industriels et l'arrivée des objets connectés».

Il a soutenu que l'Algérie qui accueille aujourd'hui un nombre important d'entreprises venant de pays divers, «devrait accéder à des informations ou plutôt des analyses qui s'écrivent dans les différents pays dont les entreprises interviennent sur le marché algérien», insistant sur le fait que la veille stratégique dans le domaine numérique est devenue un axe «primordial» pour tous ceux qui veulent comprendre le fonctionnement des territoires en phase de numérisation et leurs évolutions. e-Novatio offre chaque semaine une sélection de sujets et d'informations, à partir d'une veille internationale à l'aide de moteurs de recherche sur Internet, concernant le domaine des Smart cities, Smart Energy, Smart Industry et l'Internet des

objets.

C'est ce qui lui donne une réputation de «média prescripteur» dans l'offre de veille internationale dans le domaine des industries des réseaux intelligents (smart grids).

«e-Novatio veut maintenant proposer une nouvelle offre, un portail, permettant aux industriels, par l'éditorial et la vidéo, d'être présents sur tous les supports numériques des professionnels impliqués dans la transition énergétique et numérique», explique-t-il.

Il ne cache pas, par ailleurs, son ambition de créer un groupe de veilles et publications numériques dans d'autres activités tels «la relation en matière d'innovation entre universités et entreprises dans le monde» et «le marché des services numérique en Asie, au Proche-Orient et en Afrique».

H. Y.

Nobel d'économie 2016

## Deux théoriciens du contrat lauréats

Le prix Nobel d'économie 2016 a été décerné aux économistes Oliver Hart, un Américain d'origine britannique, et au Finlandais Bengt Holmström, pour «leurs contributions à la théorie des contrats», a annoncé lundi l'Académie royale des Sciences de Suède.

Oliver Hart, né à Londres en 1948, enseigne l'économie à l'université de Harvard, dans le Massachusetts. Bengt Holmström, né à Helsinki en 1949, est professeur d'économie et de management au Massachusetts Institute of Technology (MIT).

«Les économies modernes sont unies par d'innombrables contrats. Les nouveaux outils théoriques créés par Hart et Holmström sont précieux pour la compréhension de ces contrats et institutions, ainsi que pour les pièges potentiels dans la conception des contrats», note l'Académie.

«Les nombreuses relations contractuelles de la société incluent ceux passés entre actionnaires et cadres dirigeants d'une entreprise, entre une compagnie d'assurance et les propriétaires de voitures, entre une auto-

rité publique et ses fournisseurs: attendu que des relations de ce genre impliquent généralement des conflits d'intérêt, les contrats doivent être correctement conçus de sorte qu'ils garantissent aux parties de prendre des décisions mutuellement profitables.»

Le prix de la Sveriges Riksbank en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, ou prix Nobel d'économie, créé en 1968, est doté de 8 millions de couronnes suédoises (830 000 euros environ) que les deux universitaires se partageront à part égale.

«Je me suis réveillé à 4h40 et je me suis demandé s'il n'était pas trop tard pour l'avoir cette année, mais heureusement le téléphone a sonné. Mon premier geste a été d'enlacer mon épouse puis de réveiller mon fils cadet», a raconté Oliver Hart, cité par l'Académie.

Cette dernière explique que ses travaux ont apporté une «contribution fondamentale» en élargissant la théorie aux contrats incomplets (attendu qu'aucun contrat ne peut prétendre prendre en compte la totalité des

éventualités).

«Ses recherches nous fournissent de nouveaux outils théoriques pour étudier des questions comme le type d'entreprises qui devraient fusionner, l'équilibre adéquat entre financement par endettement et financement en actions ou bien encore à quel moment des institutions comme des écoles ou des prisons devraient être propriété privée ou publique», écrit l'Académie.

A la fin des années 1970, écrit l'Académie, Bengt Holmström a montré pour sa part «comment un mandataire (par exemple les actionnaires d'une société) devait élaborer un contrat optimal pour un agent (le P-DG de la société), dont l'action passe partiellement inaperçue aux yeux du mandataire». Son «principe informatif» a posé le lien entre fixation de la rémunération d'un agent et informations liées à ses performances.

Le Nobel de l'économie était l'avant-dernier à être décerné. Le prix Nobel de littérature, jeudi, refermera la saison 2016 de ces prestigieuses récompenses.

Reda A.

## Ooredoo s'engage dans la démocratisation de la 4G en Algérie

A l'occasion du lancement officiel de ses services de téléphonie mobile de 4<sup>ème</sup> génération (4G), Ooredoo a organisé le lundi 10 octobre 2016 au niveau de son siège à Alger, une conférence de presse consacrée au lancement commercial de cette nouvelle technologie en Algérie et animée par M. Gianluca Redolfi, Chief Commercial Officer.

Entamant son intervention, M. Redolfi a indiqué que Ooredoo a ouvert son réseau 4G le 8 octobre 2016, dans 03 wilayas, à savoir : Tlemcen, Tizi Ouzou et Béchar, auxquelles s'ajouteront une vingtaine d'autres Wilayas avant la fin de l'année en cours, notamment Alger, Oran, Sétif, Constantine.

Le Conférencier a, en outre, confirmé que les prix de la 4G sont les mêmes que ceux de la 3G et a assuré que Ooredoo dispose de toutes les ressources humaines et techniques nécessaires pour garantir une qualité optimale des prestations et assurer un réseau performant.

Les nouveaux services 4G, permettront aux clients Ooredoo de découvrir des améliorations considérables en termes de vitesse de téléchargement, de TV sur mobile, de streaming ou d'appels Voix en qualité HD.

Afin de simplifier l'accès à la 4G pour ses clients, Ooredoo a décidé de faciliter son activation. Pour activer la 4G, il suffit au client de se présenter dans une boutique Ooredoo ou dans un point de vente agréé. Les clients Ooredoo bénéficieront gratuitement d'une nouvelle SIM compatible avec la 4G, tout en gardant le même numéro.

Ces nouvelles cartes SIM sont également compatibles avec la téléphonie 2G et 3G lorsqu'un client se déplacera dans d'autres wilayas couvertes par le réseau Ooredoo.

Par ailleurs, M. Redolfi a saisi l'occasion pour annoncer que Ooredoo lancera prochainement des promotions avec des avantages inédits et les meilleurs tarifs du marché.

A l'occasion de l'ouverture de ses services 4G, Ooredoo a lancé une vaste campagne de communication axée autour du message principal : «Dima Plus», à travers divers supports médiatiques (TV, Radio, Presse écrite, Web et affichage urbain). Une campagne qui reflète les principales valeurs défendues par Ooredoo en l'occurrence l'Algérianité, la proximité et la citoyenneté. Pour rappel, Ooredoo a déjà réalisé avec succès des essais techniques 4G ainsi que des démonstrations de pré-lancement commercial de ses services 4G à Tlemcen en juillet 2016, atteignant une vitesse maximale de 70Mb/s.

Ooredoo confirme une nouvelle fois son leadership technologique et son implication dans la réussite de la révolution digitale et de l'industrie numérique en Algérie.

Communiqué



Souk Ahras

# Réception de plusieurs infrastructures universitaires

**Le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique dans la wilaya de Souk Ahras sera renforcé avec la réception prévue pour le premier semestre de l'année 2017 par plusieurs infrastructures universitaires, a-t-on appris dimanche du recteur de l'université, Mohamed Chérif Messaâdia.**



Il s'agit des facultés des lettres et des langues et des sciences humaines, d'une capacité globale de 5 000 places pédagogiques et dont les travaux affichent actuellement 40% de taux d'avancement, a précisé M. Zoubir Bouzebda.

Il a également ajouté qu'il était programmé la réalisation d'un institut des sciences et des techniques d'activités physiques et sportives, en plus d'une faculté des sciences économiques, commerciales

et de gestion totalisant 3 000 places pédagogiques, actuellement en chantier.

Le même responsable a indiqué que les travaux de réalisation d'une résidence universitaire et d'un hall technologique, confiés à une entreprise chinoise, ont récemment été lancés, à côté d'une salle de conférence, d'une capacité de 600 places et dont le chantier est à 20% de taux d'avancement.

Afin d'assurer une meilleure prise en char-

ge des préoccupations sociales des enseignants encadreurs ainsi que l'amélioration du rendement pédagogique de l'université, 110 logements de fonction dont le taux d'avancement oscille entre 40 et 70% vont prochainement être attribués.

Quant à l'encadrement pédagogique, l'université de Souk Ahras, qui a reçu au cours de cette année universitaire 13 033 étudiants, dispose actuellement de 556 maîtres-assistants, en attendant le recrute-

ment, bientôt, de 58 nouveaux enseignants universitaires.

Au titre de la nouvelle rentrée universitaire, plusieurs espaces ont été réactivés, à l'instar de la maison d'entrepreneuriat, des clubs étudiants, une antenne de l'office des publications universitaires, à côté d'un autre espace de la recherche spécialisée implanté dans la bibliothèque centrale, doté de connexion au réseau d'Internet, a-t-on signalé.

R. H.

Grève des élèves à Tizi Ouzou

## Des parents interviennent

Des parents d'élèves de Tizi Ouzou sont intervenus dimanche dans plusieurs établissements scolaires du chef-lieu de wilaya pour remettre leurs enfants sur les bancs des écoles et mettre un terme à une grève jugée sauvage qui avait perturbé leur scolarité, a-t-on constaté.

C'est le cas au lycée El Khansa où des parents, qui ont exprimé leur inquiétude quant à la scolarisation de leur progéniture, ont accompagné leurs enfants vers cet établissement et sont restés sur place jusqu'à la rentrée des classes afin de s'assurer de la reprise des cours et mettre ainsi un terme à une grève qu'ils jugent «futile liée à un réaménagement du calendrier des vacances scolaires».

Cette action avait été décidée samedi, à l'issue d'une Assemblée générale de l'association des parents d'élèves organisée au niveau du même lycée en présence de la directrice de l'établisse-

ment, Djebar Djamil, qui a sensibilisé les parents quant à «la nécessité de contribuer à mettre un terme à cette grève qui perturbe la scolarité de leurs enfants», a-t-elle indiqué à l'APS.

A l'issue de cette AG, un appel a été lancé à l'ensemble des parents d'élèves afin d'accompagner leurs enfants aux établissements scolaires et s'assurer de la reprise des cours. Appel largement entendu par les concernés puisque ces derniers sont sortis nombreux dimanche pour remettre les élèves sur les bancs des écoles.

S'agissant du motif de cette grève, à savoir «la réduction de la période des vacances d'hiver de 15 à 10 jours et le prolongement de la date de vacances d'été jusqu'au 6 juillet» selon les élèves grévistes, le chargé de communication de la direction de l'Education, Mohand Tachabount, ainsi que des directeurs d'établissements contactés par l'APS ont précisé qu'il «ne s'agit pas d'une réduction, mais

plutôt d'un réaménagement du calendrier des vacances».

Selon M. Tachabount, dans le cadre de ce réaménagement, «les 15 jours d'hiver ont été réduits de quatre jours soit du 22 décembre 2016 au 2 janvier 2017 alors que l'année dernière ils s'étaient étalés du 17 décembre 2015 au 3 janvier 2016. Ces quatre jours ont été inclus dans le mois d'octobre, ce qui permet aux élèves d'avoir une semaine de congé», a-t-il expliqué.

Quant à la date du 6 juillet 2017 pour le début des vacances d'été, ces mêmes interlocuteurs ont précisé qu'elle «ne concerne pas les élèves, mais plutôt le personnel administratif».

Des élus à l'Assemblée populaire de wilaya (APW) avaient dénoncé, jeudi dernier à l'occasion d'une session ordinaire de l'Assemblée, cette grève «insensée», allant jusqu'à parler de «manipulation» tout en exprimant leur inquiétude face à cette perturbation des cours.

M. R.

In Salah

## Des opérations de développement pour améliorer le cadre de vie

Divers projets ont été retenus pour impulser l'action de développement dans la commune d'In Ghar (wilaya déléguée de In Salah) et y améliorer le cadre de vie du citoyen, a-t-on appris dimanche des responsables de cette collectivité.

Ces opérations de développement portent sur l'aménagement et l'équipement de trois salles de soins dans les quartiers de Tourfine, Sebkhia et Meliana, qui permettront, une fois opérationnelles, une meilleure prise en charge médicale des malades de la région, a-t-on signalé.

La commune s'est vu également accorder des projets d'extension du réseau d'alimentation en eau potable (AEP), l'installation d'équipements pour une meilleure distribution de l'eau, en plus de l'aménagement des routes sur 5 km au niveau du quartier Essalem et le revêtement de deux rues pour le désenclavement de ce même quartier.

L'achèvement des travaux d'embellissement lancés au niveau des quartiers Chouitar et Tourfine, l'aménagement de l'espace vert près de la Maison d'hôtes et l'aménagement de l'entrée du siège de la commune, font partie des opérations réalisées au profit de cette commune.

L'on signale, par ailleurs, la réalisation en cours, à l'ouest de la ville, d'un parc communal, en plus du lancement prochain des chantiers d'aménagement sur deux niveaux d'un marché au centre-ville, dont le rez-de-chaussée sera dédié au commerce d'alimentation générale et le niveau supérieur aux autres activités commerciales, effets vestimentaires et restauration, notamment selon la même source.

R. G.

Aïn Témouchent

## Ouverture de quatre bureaux de poste avant la fin de l'année

Quatre bureaux de poste seront ouverts avant la fin de l'année en cours dans la wilaya de Aïn Témouchent, a-t-on appris dimanche du directeur de l'antenne locale d'Algérie Poste (AT).

Ces nouvelles infrastructures, qui seront ouvertes dans les daïras de Hammam Bouhadjar (2) et El Malah (1), ainsi qu'au niveau de la localité de Baïliche dans la commune d'Ouled Boujemâa, renforceront les 64 bureaux de poste opérationnels, a indiqué Yeroui Safa en marge de la commémoration de la Journée mondiale de la poste.

Parallèlement aux efforts de renforcement des infrastructures d'accueil qui désengorgeront les bureaux actuels au niveau d'un nombre de daïras, l'antenne d'AT de Aïn Témouchent a bénéficié d'une enveloppe de 72 millions de DA sur budget de wilaya qui sera consacrée à la réhabilitation des bureaux de poste fonctionnels pour l'amélioration des conditions d'accueil de la clientèle et d'exercice des agents.

S'insérant dans le cadre de l'amélioration du service public, cette enveloppe a permis de concrétiser plusieurs actions au niveau de nombreuses communes de la wilaya, a rappelé M. Safa, signalant l'ouverture de bureaux de proximité visant le rapprochement d'Algérie Poste de ses clients, notamment au niveau de l'Etablissement hospitalier Dr Benzerdjeb au chef-lieu de wilaya et dans la commune de Aïn Larbaâ.

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la poste, l'antenne de Aïn Témouchent a organisé des portes ouvertes au niveau de la recette principale du chef-lieu de wilaya, marquées par des expositions sur les prestations et services présentées à la clientèle.

Le programme d'action et les projets tracés pour le développement du secteur ont, également, figuré à l'ordre du jour de cette manifestation.

H. R.

Secteur de l'artisanat à El Bayadh

## Des milliers d'emplois générés

Pas moins de 5 455 emplois sont offerts par le secteur de l'artisanat et des métiers dans la wilaya d'El Bayadh, en majorité dans les métiers d'art, a-t-on appris dimanche de la direction locale de l'aménagement du territoire, du tourisme et de l'artisanat. La wilaya recense près de 2 020 artisans et une entreprise artisanale, a indiqué le directeur du secteur, ajoutant que près de 2 457 emplois sont offerts par les métiers d'art, 2 041 dans les services et 957 emplois dans la production des matières. Près de 53 artisans ont bénéficié depuis 2013 du soutien du Fonds national de promotion des activités de l'artisanat, consistant en leur dotation en équipements adaptés aux activités exercées, a aussi fait savoir Abdelwahab Rabah. Plusieurs activités artisanales sont répandues dans la wilaya d'El Bayadh, dont la tapisserie et le tissage de laine, ainsi que les équipements de sellerie-harnachement et la poterie caractérisant les communes de Bousseghoune et Chellala, poursuit-il.

Le secteur s'emploie à la préservation et la promotion de ces métiers par un accompagnement sur le terrain et la conclusion de conventions de partenariat avec le secteur de la formation professionnelle en vue d'assurer leur pérennité, a souligné le même responsable.

R. H.





Bouira

# Plus de 3.000 foyers "bientôt" raccordés au réseau de gaz

Plus de 3.000 foyers seront raccordés "bientôt" au réseau du gaz naturel à travers plusieurs villages de la commune rurale d'Ahnif, située à une quarantaine de km à l'est du chef lieu de la wilaya de Bouira, a-t-on appris dimanche de la direction de l'énergie et des mines (DEM).

Lancé depuis juin dernier, ce projet concerne exactement six villages isolés de la municipalité d'Ahnif, à savoir notamment Ighil N'Ath Ameur, Tiksrail, Ighil N'Ath Rayou, Ibourelmal, Ighzer Oumeziav et enfin Thameziavt, dont les habitants ne cessent de réclamer le raccordement de leurs foyers au réseau de gaz depuis de longs mois. Selon la fiche technique du projet, les travaux avancent à un «rythme appréciable», l'opération portera sur la réalisation d'un réseau de 80 kilomètres au profit de plus de 3.000 foyers.

Le projet est toujours en cours et il devra être achevé et réceptionné d'ici au mois de mars 2016, d'après les prévisions affichées par la direction du secteur de l'énergie à Bouira.

Les habitants d'Ighil N'Ath Ameur et ceux d'autres localités souffrant du froid, ont appris avec une grande joie cette information, tout en saluant les efforts des autorités municipales et celle de la Daira de M'Chedallah.

Les villages d'Ahnif sont les derniers à être raccordés au réseau du gaz naturel dont ce retard était du notamment à plusieurs contraintes techniques ainsi qu'aux oppositions de certains propriétaires terriens, a expliqué la DEM.

En mois d'août dernier, les autorités locales de la wilaya de Bouira, avaient donné le coup d'envoi de plusieurs projets pour le raccordement de quelque 3.026 autres foyers au réseau de gaz naturel dans les villages notamment de de Rouabhia, Ain Chellala (Ain Bessam), Tilioua (Ahl Laksar), Hamda (Bir Ghbalou) Ouled Karma (Oued El-Bardi).



Une fois toutes ces opérations achevées, le taux de couverture en matière de gaz dépassera les 86 % dans la wilaya de Bouira, selon les objectifs tracés par la DEM. A Bouira, es responsables locaux

continuent de presser les entreprises réalisatrices à accélérer la cadence des travaux pour la réception des travaux dans les meilleures délais.

Riad D.

Depuis le début de l'année à Tébessa

## Placement de plus de 5.700 jeunes demandeurs d'emploi

■ Au total, 5.755 jeunes demandeurs d'emploi ont bénéficié de placement dans des postes d'emploi dans la wilaya de Tébessa depuis le début de l'année en cours, 2016, a-t-on appris dimanche du directeur de l'agence de wilaya de l'emploi (AWEM). Pas moins de 2 979 placements ont été réalisés dans le cadre des contrats classiques a précisé M. Mohamed Fenazi, détaillant que 2357 autres postes d'emploi ont été réalisés dans la cadre du dispositif d'aide d'insertion professionnelle (DAIP) et 419 postes relevant du contrat de travail aidé (CTA). Il a également ajouté, que les antennes locales de l'AWEM ont déployé

de grands efforts à travers des sorties de terrains et des visites effectuées dans plusieurs entreprises économiques pour «actualiser» les données des ces agences, s'agissant des offres d'emploi.

La même source a encore détaillé que 349 visites de terrain ont été effectuées solides par la «localisation» de 2 310 offres d'emploi dans la formule du contrat classique et 397 offres d'emploi dans le cadre du contrat de travail aidé.

Affirmant que l'amélioration du service, le bon accueil et l'orientation des jeunes figurent parmi les objectifs de l'agence de wilaya de l'emploi, le même responsable a

indiqué que le traitement des dossiers des demandeurs d'emploi s'effectue en toute transparence.

Il a également souligné que l'AWEM œuvre à promouvoir les relations de partenariat avec l'environnement socio-économique dans l'objectif d'accroître le taux d'intégration et d'embauche des jeunes.

Le nombre des demandes d'emploi enregistrés depuis le début de l'année en cours a atteint 27 583 demandes, dont 15 448 demandes qui répondent aux conditions d'éligibilité d'insertion professionnelle, a-t-on signalé.

R. M.

Ecoles primaires à El Tarf

## Bientôt une cellule d'évaluation

Une cellule chargée d'évaluer le fonctionnement des écoles primaires et de soulever les problèmes entravant une bonne scolarisation à El Tarf sera installée prochainement, a annoncé dimanche le wali.

Ele devra regrouper le directeur de l'Education, des inspecteurs du cycle primaire, les présidents des Assemblées populaires communales (P/APC) et les chefs de daïras, a précisé Mohamed Lebka, au cours d'une journée d'étude consacrée aux écoles

primaires.

Il a ajouté que cette cellule établira un état des lieux pour les 252 écoles primaires que compte la wilaya qui devra permettre de «rectifier» les lacunes et de garantir aux élèves les meilleures conditions possibles de scolarisation.

La rencontre, initiée par les services de la wilaya, a regroupé les directeurs des écoles primaires exerçant dans les 24 communes ainsi que les inspecteurs et les P/APC. Elle

visite, a-t-on affirmé, à améliorer les volets du transport et de la cantine scolaire, et d'assurer l'entretien nécessaire des établissements primaires où 53 140 élèves poursuivent leur scolarisation.

Le bilan présenté à cette occasion par le directeur de l'éducation de la wilaya d'El Tarf, Azzedine Djilani, a fait ressortir que sur les 242 cantines scolaires, 186 assurent un repas chaud, localisées notamment dans les communes de Dréan, Ben M'Hidi et Besbes.

Guelma

## Près de 500 logements socio-participatifs à livrer

■ Quelque 466 logements socio-participatifs seront livrés et remis à leurs bénéficiaires dans la wilaya de Guelma avant fin 2016, a indiqué dimanche le directeur de l'habitat Farid Batouri.

Ce quota fait partie d'un total de 1.428 unités de même type dont le taux d'avancement des travaux est de 60 %, a indiqué le même responsable dans un exposé présenté au siège de la wilaya.

A ce jour, 6.966 logements socio-participatifs ont été réceptionnés dans la wilaya, soit 77 % du total de 9.085 unités de ce type de logements retenues pour la wilaya depuis 2005, a indiqué le directeur de l'habitat.

Le nombre de logements socio-participatifs encore chantiers à Guelma est actuellement de 2.074 unités dont 45 non encore lancés, 416 affichant mois 30 % de taux d'avancement des travaux et 230 moins 60 %, selon ce responsable.

Selon la même source, la direction de l'habitat déploie des efforts pour lever les écueils qui entravent l'exécution de ces projets et contenir la tension née entre les promoteurs et les bénéficiaires.

Reda A.

Saida

## Entrée en service d'un CET à Tircine

■ Un nouveau centre d'enfouissement technique des déchets (CET) est entré en service à Tircine dans la wilaya de Saida, a-t-on appris dimanche de la directrice de l'environnement.

Réalisé sur une superficie de 25 hectares pour un coût de 250 millions

DA, ce CET prendra en charge les ordures domestiques de 54.000 habitants des communes de Hassasna, Ouled Brahim, Ain Soltane et Tircine, a indiqué Mme Rahil Kheira.

Cette infrastructure pourra accueillir 38.000 tonnes de déchets ménagers dans une période de 10 ans, selon la même responsable qui a ajouté que le CET génère une vingtaine de postes d'emploi pour les jeunes.

Il est attendu la réception d'un autre CET s'étendant sur 13 ha dans la commune de Sidi Boubekeur en fin d'année en cours, qui prendra en charge les déchets de 63.000 habitants de cinq communes que sont Sidi Boubekeur, Sidi Ameur, Youb, Dhoui Tabet et Hount.

La réalisation de ces CET vise l'éradication des décharges sauvages et anarchiques dans la région et la protection de l'environnement.

Ces centres seront reconvertis après la durée de validité en espaces verts où seront plantés des arbres et du gazon, a-t-on souligné.

H. M.

Bilal L.



Afghanistan

# Offensive des taliban sur la capitale du Helmand

Les taliban ont déclenché hier une offensive sur Lashkar Gah, capitale du Helmand (sud), la «province du pavot», déjà menacée à plusieurs reprises au cours de l'été, faisant des morts, notamment au sein de la police, ont dit des représentants des autorités locales et des insurgés.



**S**elon un responsable provincial ayant fait des déclarations à l'AFP sous le couvert de l'anonymat, «14 personnes ont été tuées, 10 policiers et quatre civils» dans une attaque des rebelles islamistes contre des barrages de police dans les faubourgs nord de cette ville. Un attentat-suicide à la voiture piégée a notamment visé un poste de police, mais son bilan reste incertain.

D'après Maulawi Anafi, qui vit dans cette capitale provinciale de 200.000 habitants, «l'offensive des taliban a commencé ce

matin avec l'explosion de la voiture piégée. Ils ont pris le contrôle d'un barrage (de police) pendant une heure environ avant d'être repoussés par les forces spéciales» a-t-il raconté à l'AFP. Selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur Sediq Sediqqi, «l'ennemi a percé la défense de Lashkar Gah ce matin, mais l'attaque a été repoussée par les forces afghanes». «Sept taliban ont été tués et les échanges de tirs se poursuivent» a-t-il précisé devant la presse.

«Les moudjahidine sont entrés dans Lashkar Gah et prennent le contrô-

le de nombreux barrages. Les combats se poursuivent», avait annoncé sur Twitter le porte-parole des talibans Zabihulla Moudjahid.

Une responsable des urgences à l'hôpital de l'ONG italienne Emergency à Lashkar Gah, a déclaré à l'AFP avoir admis «une vingtaine de blessés au total dont 15 à la mi-journée».

Contactée à partir de Kaboul, elle a souligné que l'hôpital en centre-ville continuait de travailler «normalement» et qu'aucun tir n'était entendu, sans préjuger de ce qui se passait dans les fau-

bourgs. Le Helmand, province méridionale dans laquelle est produit 80% environ de l'opium mondial, est une place-forte des talibans qui contrôlent les champs de pavot. Le gouvernement central n'a jamais pu asseoir son autorité sur la totalité de cette province frontalière du Pakistan, dont les insurgés occupent de nombreuses régions.

Cette offensive dans le sud intervient au moment où les forces afghanes bataillent depuis une semaine dans le nord pour reprendre le contrôle de la ville de Kunduz.

AFP

El-Qods

## Des dizaines de Palestiniens arrêtés par les forces d'occupation israéliennes

Des dizaines de Palestiniens ont été arrêtés par les forces d'occupation israéliennes à El-Qods occupée, ont rapporté hier des médias.

Trente-et-un Palestiniens qui voulaient assister dimanche à une manifestation en mémoire de Misbah Abou Sbeih, un Palestinien d'El Qods-Est âgé de 39 ans, tué la veille à Al-Qods occupée, ont été arrêtés, selon les médias.

Une quinzaine d'autres Palestiniens ont été arrêtés dans plusieurs quartiers d'El-Qods-Est.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2015, 232 Palestiniens ont été tués par les forces d'occupation israéliennes.

R. I.

Large du Yémen

## Deux missiles tombés près d'un destroyer américain

Deux missiles tirés depuis des territoires contrôlés par les rebelles houthis au Yémen, sont tombés en mer Rouge non loin d'un destroyer américain, a annoncé hier le commandement central des forces navales américaines (Navcent).

Alors que l'USS Mason effectuait dimanche soir «des opérations de routine dans les eaux internationales», deux missiles, tirés en l'espace de 60 minutes, sont tombés dans les eaux de la mer Rouge sans atteindre le navire et sans faire ni victime ni dégât, a déclaré Paula Dunn, porte-parole du Navcent.

«Nous estimons que ces missiles ont été tirés depuis les territoires contrôlés par les Houthis au Yémen», a ajouté un communiqué.

Hier, le commandement américain a rappelé dans son communiqué que «les Etats-Unis demeurent engagés à assurer la liberté de navigation partout dans le monde», y compris en mer Rouge.

«Nous continuerons à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de nos navires et nos personnels», a ajouté le communiqué.

Les rebelles houthis ont intensifié les attaques aux missiles, en réponse aux raids aériens de la coalition arabe conduite par l'Arabie Saoudite.

Au lendemain de la mort de 140 personnes dans des frappes aériennes contre une cérémonie funéraire dans la capitale yéménite Sanaa, les rebelles ont, selon la coalition, tiré dimanche un missile contre les forces progouvernementales à Marib, à l'est de Sanaa, et un deuxième contre la ville de Taëf, dans l'ouest de l'Arabie Saoudite. Les deux missiles ont été interceptés, a précisé la coalition dans un communiqué.

Le conflit au Yémen a fait plus de 6 700 morts, dont environ la moitié de civils, selon les Nations unies.

R. N.

Dans un raid de la coalition au Yémen

## Trois combattants loyalistes tués «par erreur»

Trois combattants progouvernementaux au Yémen ont été tués et quatre autres blessés dans un raid aérien de la coalition militaire arabe dirigée par l'Arabie Saoudite contre leur position, ont indiqué des sources militaires loyalistes.

Le bombardement a visé dans la nuit une position aménagée à la hâte samedi par les forces loyales au président Abd Rabbo Mansour Hadi dans une zone montagneuse à la limite entre les provinces d'Abyane (sud) et de Baïda (centre), a-t-on ajouté de mêmes sources.

Abyane est contrôlée par les forces pro-Hadi, appuyées par la coalition, alors que Baïda est aux mains des rebelles houthis, alliés aux partisans de l'ancien président déchu Ali Abdallah Saleh.

D'autre part, dans la province de Chabwa (sud), deux combattants progouvernementaux ont péri lundi dans une attaque rebelle lancée à l'aube autour de la région pétrolière d'Usaylan, que se disputent les deux camps, selon d'autres sources militaires.

La tension est montée d'un cran le weekend dernier, des dirigeants du camp rebelle ayant appelé à la mobilisation armée pour «venger» les centaines de personnes tuées ou blessées samedi dans le bombardement aérien d'une cérémonie funéraire à Sanaa.

Depuis l'intervention de la coalition arabe en mars 2015 au Yémen, le conflit a fait plus de 6 700 morts, dont environ la moitié de civils, selon les Nations unies.

R. I.

Syrie

# Une «base navale russe permanente» prévue au port de Tartous

**L'**armée russe va transformer ses installations portuaires à Tartous, dans le nord-ouest de la Syrie, en «base navale russe permanente», a annoncé lundi le vice-ministre russe de la Défense Nikolaï Pankov.

«Nous aurons de manière permanente une base navale militaire à Tartous», a-t-il déclaré, cité par les agences de presse russes, ajoutant que «les documents nécessaires sont en train d'être préparés».

«Nous espérons être bientôt en mesure de vous demander de les ratifier», a ajouté M. Pankov, qui s'exprimait devant la commission des Affaires étrangères du Conseil de la Fédération, la chambre haute du parlement russe.

Quelque 4 300 militaires russes sont déployés en Syrie et, plus d'un an après le début de son intervention

en Syrie à la demande de Damas, la Russie continue d'y renforcer sa présence militaire malgré l'annonce en mars du président Vladimir Poutine du retrait d'une partie de son contingent.

Le Kremlin a ainsi ordonné récemment le déploiement de batteries de défense antiaérienne S-300 pour compléter son dispositif à Tartous.

Moscou dispose également depuis fin août 2015 d'une base aérienne à Hmeimim, près de Lattaquié, dans le nord-ouest de la Syrie.

Pour assurer la défense de sa base de Hmeimim, la Russie a déployé en novembre 2015 les batteries de défense antiaérienne dernier cri S-400.

Trois corvettes dotées de missiles de croisière vont également

rejoindre la flottille russe dans la zone et le porte-avions de la Marine russe, l'Amiral Koznetsov, sera également sur place avec la force de frappe que constituent ses avions embarqués.

Les députés russes ont ratifié la semaine dernière un accord avec Damas sur le déploiement «pour une durée indéterminée» des forces aériennes russes sur l'aérodrome militaire de Hmeimim, qui est passé sous juridiction russe après la signature d'un accord entre Damas et Moscou.

Cette annonce intervient alors que les relations entre Moscou et Washington se sont encore détériorées depuis l'échec de la trêve en Syrie qu'ils avaient initiée en septembre et qui n'a duré qu'une semaine, chaque camp accusant l'autre d'avoir torpillé le cessez-le-feu. **R. N.**





Afrique du Sud

# Les «enfants» de Mandela veulent «décoloniser» la Fac

«Nous voulons une éducation gratuite et décolonisée». La contestation qui agite les campus sud-africains autour des droits de scolarité prend un tour de plus en plus politique pour les étudiants noirs, qui en profitent pour dénoncer la persistance des inégalités raciales 22 ans après la fin de l'apartheid.



«**O**n est avides de restaurer la dignité des enfants noirs (...), nous ne sommes pas égaux dans cette université», lance dans un tonnerre d'applaudissements Mcebo Dlamini, l'un des meneurs de la révolte à l'université du Witwatersrand (Wits), à Johannesburg.

Face à lui, une foule d'un millier d'étudiants où les Blancs se comptent sur les doigts d'une main.

Depuis trois semaines, la prestigieuse fac de Wits, comme celles d'autres grandes villes du pays, vit sous haute tension. Les échauffourées, souvent violentes, entre élèves et forces de sécurité ont contraint les autorités à suspendre les cours.

A l'origine de ce malaise, il y a la décision du gouvernement d'autoriser pour 2017 une hausse des frais de scolarité jusqu'à 8%. L'an dernier, ce sujet avait déjà mis le feu aux poudres dans les facultés, avant que les autorités ne fassent marche arrière.

A Wits comme ailleurs, "l'éducation gratuite" s'est imposée comme la principale revendication.

"C'est un moyen de parvenir à l'égalité, de réparer ce que les gens ont dû endurer dans le passé", explique un étudiant gréviste, Tauriq, en référence aux décennies de domination blanche sur le pays.

Si vous êtes Blancs, "vous ne pouvez pas vous identifier aux problèmes" des étudiants de couleur, poursuit ce mépris en troisième année d'ingénierie. "Les Blancs ne comprennent pas ce que c'est de se lever à 5h pour arriver à l'heure en cours. Ils ne savent pas ce qu'un Noir peut ressentir dans un centre commercial: dans

les yeux des gens, il lit leur peur d'être volés."

Le mouvement étudiant vise à "remettre en cause ce que les gens trouvent normal", résume Tauriq.

En 2014, 27,5% des Blancs ont décroché un diplôme universitaire, contre seulement 5,3% des Noirs, selon l'Institut sud-africain des relations raciales (IRR).

Malgré l'émergence d'une classe moyenne noire depuis deux décennies, les inégalités économiques restent aussi criantes: 41,9% des Noirs vivent dans la pauvreté, contre 0,8% des Blancs.

La mère de Tauriq gagne 400 euros par mois et élève seule ses quatre enfants. Sans sa bourse d'Etat qui couvre ses 4.000 euros de frais universitaires annuels, Tauriq n'aurait jamais pu étudier à Wits. Mais tous n'ont pas sa chance.

## Suprématie blanche

L'appel à la décolonisation est "sans surprise dans une société où tout a été fait pour légitimer la suprématie blanche" pendant des décennies, explique Mcebisi Ndletyana, professeur en sciences politiques à l'université de Johannesburg.

Des progrès ont cependant été enregistrés depuis l'avènement de la démocratie en 1994. Aujourd'hui, "plus de la moitié des étudiants de Wits sont Noirs, mais il y a encore un long chemin à parcourir", constate Noor Niefertagdien, professeur d'histoire.

La "décolonisation" passe par la gratuité de l'enseignement supérieur, mais pas seulement pour les grévistes. "Wits ne reflète pas la diversité

démographique du pays. Il n'y a pas de bâtiment baptisé Winnie Mandela", dénonce le leader étudiant Vuyani Pambo, en référence à l'ex-épouse du premier président noir sud-africain Nelson Mandela.

Sur le campus aux jacarandas en fleurs, les bibliothèques portent les noms de Jan Smuts et William Cullen: un homme politique afrikaner et un médecin britannique.

"L'approche de l'enseignement est très européenne", regrette aussi Dumisa, un étudiant qui plaide pour l'introduction de la médecine traditionnelle dans le curriculum de médecine. Devant la paralysie de Wits, des dizaines de jeunes, principalement Blancs, ont lancé le mouvement "Take Wits Back" (Reprendre Wits). "Tout ce que nous réclamons, c'est la reprise de l'année universitaire 2016", explique Stuart Young. Cette initiative "est ridicule", assène Chris, l'un des très rares étudiants Blancs présents à l'assemblée générale vendredi.

"Quand des étudiants se voient refuser l'accès à la fac (pour des raisons financières), eux s'indignent de ne pas avoir cours". Devant cette profonde crise, le gouvernement, issu du Congrès national africain (ANC) de feu Mandela, a mis en place en janvier 2016 une commission sur l'enseignement supérieur. Son rapport est attendu courant 2017, bien trop tard pour les grévistes. Mpho Tutu van Furth, la fille du très respecté prix Nobel de la paix et ex-archevêque Desmond Tutu, a prévenu vendredi le pouvoir: "Il n'y aura pas de paix dans les universités sans démocratie".

AFP

Gabon

## La rentrée scolaire encore reportée sine die

A quand la rentrée scolaire au Gabon ? La question préoccupe les élèves et leurs parents. Les cours reprennent généralement la première quinzaine d'octobre, mais cette année rien. Les parents se préparaient pour une rentrée le 3 octobre puis pour le 17. Enfin, un communiqué officiel vendredi dernier a annoncé un nouveau report sine die. Un report qui inquiète tout le monde.

A la librairie de l'ancienne gare routière de Libreville quasiment tous les vendeurs sont oisifs : " Il n'y a pas de client. Les parents sont dubitatifs. Ils ne savent pas si les enfants vont aller à l'école ou pas ".

Les parents d'élèves qui s'aventurent ici sont dans le doute. Ils sont inquiets et s'interrogent sur la date exacte de la prochaine rentrée scolaire : " Ça nous embête et ça nous inquiète. Nous voulons que l'école reprenne ".

Les écoliers, à l'image de cette jeune fille, aussi ont perdu la sérénité : " Ça ne me fait pas plaisir parce que ça repousse le calendrier. On doit passer le bac et on ne sait même pas quand on va passer le bac. On est fatigués de rester à la maison ".

Reconduit dans ses fonctions, le ministre de l'Education nationale, Florentin Moussavou reconnaît que cette rentrée sera particulière, mais il se veut rassurant : " Il n'y a rien qui coince. Elle aura lieu. Je voudrais rassurer l'ensemble des parents et des élèves par rapport à la volonté du gouvernement de faire que les choses se passent dans les meilleures conditions possible ".

Malgré ces assurances, la Conasysed, le principal syndicat de l'Education nationale a déjà posé plusieurs préalables : libération de tous les syndicalistes en prison, paiement des primes dues et construction de nouvelles salles de classe. Des revendications qui annoncent une année scolaire très difficile.

Agence

Merkel en visite au Mali

## Combiner le soutien militaire et l'aide au développement

La chancelière allemande Angela Merkel a insisté dimanche à Bamako sur la nécessité de combiner soutien militaire et aide au développement, lors de la première visite d'un chef de gouvernement allemand au Mali, première étape d'une tournée africaine axée sur la crise migratoire.

Mme Merkel, dont le pays participe à la Mission de l'ONU au Mali (Minusma) et dirige la Mission européenne de formation de l'armée malienne (EUTM), se rendra ensuite au Niger, où l'Allemagne veut construire une base de soutien à la Minusma, et en Ethiopie, où elle sera notamment reçue au siège de l'Union africaine (UA).

"Il est important pour nous d'établir une cohérence entre notre coopération en matière de développement et notre soutien militaire", a-t-elle déclaré lors d'un point de presse avec le président malien Ibrahim Bouacar Keita.

"Le militaire seul ne peut apporter la sécurité et la paix", a-t-elle souligné, appelant à l'application complète de l'accord de paix signé en mai-juin 2015 et qualifiant la situation dans le nord du Mali de "très mauvaise".

"Il est important que l'Afrique ne perde pas ses meilleurs cerveaux", a ajouté la chancelière allemande. Le président malien a assuré que son pays oeuvrait à réduire le flux de migrants à destination de l'Europe. "Nous voulons que nos jeunes restent ici plutôt que de se noyer en Méditerranée", a-t-il dit.

Mme Merkel doit également rencontrer des dignitaires religieux maliens et les forces allemandes de la Minusma et de l'EUTM.

Reda A.

Dialogue national en Mauritanie

# L'opposition menace de quitter les discussions

En Mauritanie, les quelques partis d'opposition qui avaient accepté de participer au dialogue national menacent de se retirer. Entamée fin septembre, cette initiative doit aboutir à une réforme constitutionnelle, qui doit notamment porter sur la suppression du Sénat, remplacé par des conseils régionaux élus, et la création d'un poste de vice-président. Le FNDU, principale coalition de l'opposition, avait déjà décidé

de boycotter le dialogue, en accusant notamment le pouvoir de chercher à faire sauter la limite du nombre de mandats. C'est justement parce que le gouvernement fait pression pour mettre cette question à l'ordre du jour que l'opposition dialoguiste menace de quitter la table.

Les partis d'oppositions présents s'étaient déjà crispés dans les premiers jours des débats, à cause des propos d'un député du

parti au pouvoir. Quand l'opposition avait évoqué de sa demande de prolonger la limite d'âge pour les candidats à la présidence, Khalil Ould Tiyed avait estimé que le déverrouillage de ces articles de la Constitution devait également s'étendre à la révision de la limite du nombre de mandats, fixés à deux.

Une provocation, selon l'opposition dialoguiste, qui avait rappelé que les points de débats avaient

fait l'objet de longues tractations et qu'elle avait accepté de participer notamment parce que la révision du nombre de mandats présidentiels devait être exclue des discussions. Alors quand vendredi dernier, le porte-parole du gouvernement a affirmé que " la question du mandat présidentiel était bien à l'ordre du jour ", les partis APP, el-Wiam et ANP ont menacé de quitter la table. Ce qui réduirait quasiment à néant la participation de

l'opposition au dialogue.

Ce n'est pas la première fois que des personnalités du pouvoir suscitent la polémique en plaidant pour que le président Ould Abel Aziz puisse briguer un troisième mandat. En juin, le président avait assuré qu'il respecterait le serment fait lors de ses deux investitures, dans lequel le chef de l'Etat jure sur le Coran de ne pas changer le nombre constitutionnel de mandats.



# Les ONG et les mécaniques de la guerre hybride

**Les ONG liées à des intérêts étrangers jouent partout dans le monde un rôle irremplaçable dans la fomentation de guerres hybrides. La loi de la guerre hybride dit que ces types de conflits sont des affrontements identitaires montés de toutes pièces qui reposeraient sur la perturbation, le contrôle, ou l'influence de projets d'infrastructure multipolaires transnationaux conjoints, dans des États de transit clés, au moyen de stratégies de manipulation de régime, de changement de régime, ou de reboot de régime (R-TCR).**

Par Andrew Korybko

**C**es trois tactiques pourraient également être décrites comme des concessions politiques, une transition de leadership, "pacifique" ou violente, ou une modification fondamentale de l'État par des moyens tels que son détournement sous pression vers une Fédération d'identité facilement manipulable.

En ce qui concerne les types de conflits d'identité que devraient englober les guerres hybrides, ils peuvent être classés comme étant historiques, ethniques, religieux, socio-économiques et géographiques (tant en termes de politique administrative que d'appartenance régionale). Le catalyseur de la guerre hybride pourrait être prémédité ou dû au hasard, mais dans les deux cas, les scénarios de conflit sont poussés en avant par la participation publique ou discrète mais cruciale d'ONG liées à des intérêts étrangers (par leur financement, leur gestion, ou leurs amitiés, etc.), ce qui justifie la raison de leur étude dans cette analyse ainsi que des dernières tendances de la guerre hybride.

## Préconditionnement

Au sujet de toutes ces ONG liées à des intérêts étrangers (ci-dessous nommées simplement comme ONG) en dehors de celles qui sont engagées exclusivement dans le travail humanitaire avec l'autorisation explicite et la supervision de l'État hôte, elles se livrent au preconditionnement de la population cible pour lui faire accepter des récits politiques construits. Ces derniers portent principalement sur l'histoire, le social, et / ou des thèmes politiques qui visent à façonner la mentalité du public et contribuent à la formation d'identités absolument nouvelles (par exemple les Kosovars) ou à reformater celles qui existent déjà (par exemple du patriotisme au nationalisme, ou d'une citoyenneté inclusive à des nostalgies séparatistes exclusives).

Les ONG œuvrent aux côtés des médias traditionnels et des réseaux sociaux pour diffuser ces idées et en multiplier l'effet pour modifier la conscience de leur public afin de promouvoir l'organisation et les objectifs de ses modèles prédéterminés de promotion de la destruction de l'identité attaquée. Des "faits" douteux, faux et déshonorants circulent habituellement parmi le triangle des communautés information-médias-milieu universitaire et des agents sympathisants afin de répandre de nouvelles mythologies résultantes de la socio-ingénierie des mentalités



des cibles démographiques à travers l'illusion fabriquée par des voix représentant une autorité.

Les graines des idéologies nouvelles et / ou historiquement démythifiées tels que le libéralisme et le nazisme sont plantées dans l'esprit du public et arrosées avec un flux régulier d'informations en soutien visant à accroître leur attrait et à jeter les bases de la prochaine manœuvre anti-gouvernementale. Après avoir été endoctriné avec le libéralisme, par exemple, les gens pourront devenir plus sensibles et jouer le rôle d'"idiots utiles" et manifester agressivement contre leur gouvernement, tout comme les croyants dans le nazisme et les "nationalismes" avant et pendant la Seconde Guerre mondiale ont pu être stimulés pour mener à bien des provocations haineuses contre leurs "ennemis" historiques.

Ces deux types d'idéologies pré-imprimées sont également utiles pour la promotion d'objectifs politiques déterminés au sein de l'État ciblé, l'ONG choisie dépendra de comment la fin exacte du conflit est envisagée. Le libéralisme est plus favorable à la formation de nouvelles identités à des fins séparatistes, alors que le nazisme (ou "nationalisme extrême" pour généraliser) a un rôle à jouer dans la haine furieuse anti-gouvernementale et pour provoquer des conflits inter-étatiques (par exemple les Oustachis croates tentant obsessionnellement de déstabiliser la Bosnie et la province serbe de Voïvodine).

## Financement

Les ONG doivent recevoir leur argent de quelque part, et en dehors de la mendicité (ou de la "solicitation de dons", comme ils l'appellent) dans les rues pour un peu d'argent de poche supplémentaire, la plupart d'entre elles reçoivent la majeure partie de leur financement de l'une des trois sources principales :

## Gouvernements

Le gouvernement des USA finance des organismes gouvernementaux tels que le National Endowment for Democracy (autodécrit en 1991 pour faire ouvertement ce que la CIA a fait secrètement pendant 25 ans avant) afin de se comporter comme un front d'agences de renseignement public-privé à l'étranger, dissimulant une expérience opératoire

professionnelle derrière un déni plausible civil.

## Sociétés

Certaines sociétés peuvent avoir un intérêt à déployer indépendamment leurs propres ONG, que ce soit pour faire pression au nom de leurs intérêts commerciaux ou pour les agiter contre leurs adversaires, avec potentiellement une escalade jusqu'à mettre une pression de type R-TCR (Régime ? Tweaking, Change, Reboot) sur l'un ou l'autre gouvernement pour atteindre leurs objectifs.

## Philanthropes

Les donateurs "privés" tels que George Soros et les princes saoudiens opèrent respectivement via la Fondation Soros et les "organisations caritatives islamiques" (ces dernières étant les premières à avoir été utilisées à grande échelle dans le monde entier via un réseau d'ONG dans les années 1980, période de la guerre en Afghanistan), leurs organisations étant réparties partout dans le monde et travaillant parfois pour défendre leurs intérêts cachés, main dans la main avec les clients gouvernementaux sélectionnés.

Chacune de ces trois sources différentes fournit des fonds de démarrage et de formation à leurs mandataires sur le terrain, avec pour désir de les voir réussir à cultiver une communauté de cinquième et même de sixième colonne pour les aider à atteindre leurs objectifs. La formation de l'organisation et les techniques d'organisation sont essentielles en raison de l'ampleur de leur influence sur l'efficacité d'un groupe, car à la fin de la journée, c'est généralement juste un petit noyau de membres qui comptent vraiment puisque leurs cohortes affiliées et les civils sont des bénévoles ou des dépenses temporaires à faible coût.

Les ONG sont également très utiles à leurs clients parce qu'elles fonctionnent comme des intermédiaires facilitateurs en donnant des pots de vin ou en faisant passer des menaces de chantage à différents particuliers (par exemple les journalistes) et des personnalités politiques, et si elles fonctionnent dans un environnement de "laissez faire", alors elles peuvent également participer utilement à différentes échelles d'acti-

tés de blanchiment d'argent à ces fins ou à l'appui des intérêts pécuniaires de leurs bailleurs. Même s'ils se font prendre, le seul degré de séparation plausible dont jouissent leurs sponsors en raison de leur statut prétendument "indépendant" est suffisant pour isoler leurs partisans de tout blâme officiel.

## Figures de proue

Les ONG ont appris à utiliser des visages et du personnel local pour doter leurs bureaux à l'étranger, étant entendu que cela contribue à détourner toute critique immédiate de leurs liens avec l'étranger ainsi que de confondre les "journalistes d'investigation" un peu naïfs qui ne regardent que superficiellement les passeports des personnes qui y travaillent pour se faire une opinion. En réalité cependant, cette politique sert à peine à obscurcir les liens de ces ONG vers l'étranger quand il s'agit de duper la population sur laquelle elles projettent d'interagir, puisque des détectives spécialisés arrivent généralement avec succès à découvrir les liens financiers, les communications et les relations personnelles qui lient l'organisation étudiée avec une entité étrangère.

Les gens de la rue, cependant, pourraient ne pas avoir la moindre idée que leurs concitoyens, distribuant des tracts anti-gouvernementaux et les encourageant à se joindre à une manifestation, pourraient être employés par des entités étrangères, et même qu'une partie du personnel de l'ONG elle-même n'est pas plus au courant que cela. La volonté de secret qui accompagne les ONG envers les gens qui se joignent à une activité ou à une organisation rend nécessaire de cacher les liens étrangers derrière elle en les occultant délibérément, preuve que les auteurs de ces initiatives comprennent bien que les habitants hésiteraient probablement à participer s'ils savaient qu'ils étaient parrainés depuis l'étranger. Parce que beaucoup d'entre eux n'ont par ailleurs aucune idée à ce sujet, ils sont plus susceptibles d'être induits en erreur et d'y participer.

Parmi les figures de proue des ONG, il est important de mentionner que les dirigeants des ONG anti-gouvernementales sont parfois des pasteurs (Zimbabwe), des moines (Myanmar, la Région autonome du Tibet), ou





des étudiants ("traditionnels" dans les révolutions de couleur), tous ayant la réputation internationale d'être apparemment inoffensifs et sans danger. Peu importe si c'était effectivement vrai avant l'événement (je vais détailler plus bas) ou non, le fait est qu'au moment où ces acteurs prétendent pacifiques commencent à manifester énergiquement contre le gouvernement, pour provoquer des conflits avec la police et l'armée, et parfois même attaquer les agents d'application de la loi et des biens publics et privés, ils ont perdu leur droit à être traités d'une manière non violente, justifiant ainsi des techniques décisives de contrôle des foules par les autorités (et parfois la main est lourde).

Ces figures de proue jouent également un autre rôle complémentaire qui est de promouvoir leur réputation vraisemblablement pacifique par la voie des médias en collusion qui ont un intérêt à représenter ces personnes comme des "manifestants calmes pro-démocratie" de manière à modifier sélectivement et suivant de fausses déclarations que les affrontements provoqués délibérément avec les autorités sont le résultat d'une "dictature impopulaire et avide de pouvoir tuant son propre peuple". Peu importe que rien de tout cela ne soit factuellement vrai, mais c'est la perception erronée délibérée qui compte en raison de la facilité avec laquelle ces récits fabriqués peuvent rapidement exploser en un événement local, régional ou national complètement hors de proportion afin de le transformer rapidement en une "crise internationale" qui invite les gouvernements étrangers à faire une pression très médiatisée sur l'état ciblé.

### Exigence de "démocratie"

La tactique que toutes les ONG affiliées politiquement (soit ouvertement déclarée ou secrètement pour cet aspect de leur action) finissent par poursuivre est, à terme, de faire pression sur leur gouvernement hôte dans le but de le rendre plus "démocratique". La raison pour laquelle la "démocratie" est une telle obsession pour ces organisations et leurs bailleurs de fonds n'a pas nécessairement quelque chose à voir avec ses qualités intrinsèques "normatives" (le plus souvent dû à une volonté occidentale pour cette idéologie), mais par sa structure pratique qui régulièrement recycle le leadership de ces pays. Les "démocraties" occidentales sous influence ont des cycles électoraux prévisibles qui sont compris dans la théorie de la guerre hybride comme ne représentant rien de plus que des possibilités "pacifiques" pour un changement de régime, démontré par l'activité frénétique que les ONG engagent avant, pendant et immédiatement après ce moment. Les "démocraties" occidentales sont également marquées par une culture politique inséparable des lobbyistes (des corrupteurs juridiques) et les médias grand public à vocation commerciale, ce qui rend le tout plus facile pour les intervenants étrangers et leurs pions que sont les ONG locales pour interférer avec le processus "démocratique", pour le court-circuiter dans le sens de leurs objectifs. Si les élections ne débouchent pas sur le



résultat souhaité par les ONG et leurs bailleurs de fonds internationaux, ou si le cycle électoral suivant n'est pas assez proche dans le temps et que ces acteurs s'impatientent et / ou croient que la fenêtre pour parvenir à leurs fins politiques pourrait se refermer à un moment donné, alors ils conspirent pour concevoir un événement qui met la pression sur le gouvernement et se lancent dans un R-TCR avec la menace omniprésente de la guerre hybride. Parmi les exemples du type de pression qui pourrait être exercé contre les autorités, il y a les drames liés aux élections, les scandales de corruption (éventuellement provoqués par des "fuites" de la NSA grâce aux écoutes électroniques et / ou des documents comme au Brésil lors du "coup d'État constitutionnel" ou la tentative de guerre hybride macédonienne qui a échoué), les mouvements perturbateurs au niveau de la société civile (l'Electric Yerevan en Arménie par exemple). Il y a aussi la politisation de transactions controversées (par exemple l'accord d'association UE-Ukraine) qui tentent de forcer un nouveau cycle d'élections.

Si le gouvernement n'est pas retourné, ou changé, ou redémarré après l'expérience de la contrainte de la "pacifique" révolution de couleur que les intérêts étrangers et leurs fantassins des ONG tentent de forcer "démocratiquement", alors le(s) gouvernement(s) étranger(s) derrière la mascarade pourrait prendre la décision de commencer une guerre hybride par une transition de la révolution de couleur vers une guerre non conventionnelle. Il n'est pas toujours garanti que ce sera le cas, car parfois certains troubles de type

révolution de couleur ne sont pas pleinement soutenus par leurs sponsors étrangers et leur réseau d'ONG et ne sont que des coups de sondes pour l'évaluation des vulnérabilités structurelles, des réponses et d'autres sortes de renseignements précieux qui pourraient être utiles dans un scénario de futur R-TCR qui sera mené avec plus de détermination et pris en charge à ces fins. Après tout, si l'état est assez fort pour se défendre contre cette attaque asymétrique en utilisant des mesures de sécurité démocratique et / ou que l'insurrection future n'a pas la viabilité à long terme pour soutenir une campagne réussie de guerre hybride de type R-TCR (peut-être si un efficace arrangement régional Lead From Behind ne peut pas être construit à temps), les bailleurs de fonds étrangers pourraient retirer leur soutien à cette agitation et attendre une autre occasion future qui pourra être conçue à un moment plus décisif.

### Faire le saut

Quand une Révolution de couleur avance vers une transition progressive de guerre hybride évoluant vers une guerre non conventionnelle, une grande partie de l'ancien agencement structurel qui tire les ficelles reste tout simplement en place, mais sous un autre nom. La plupart des réseaux d'ONG et leur personnel se transforment en insurgés armés ou fournissent aux combattants un soutien informationnel, organisationnel, logistique et / ou matériel.

Bien que les tactiques de R-TCR aient changé, le principe reste toujours le même, mais avec un afflux notable et moins secret d'aide étrangère (insurgés, armes) pour la

poursuite de ces objectifs.

Toutes les ONG et leurs travailleurs ne sont pas liées à des intérêts étrangers et ne participent pas à des activités ouvertement séditeuses, mais il est fort à parier que bon nombre d'entre elles le sont d'une façon ou d'une autre, puisque, après tout, la seule différence entre les révolutionnaires de couleur et leurs homologues des guerres non conventionnelles sont les moyens qu'ils sont prêts à employer pour atteindre leur objectif commun, avec chaque main lavant l'autre dans l'exécution des tâches complémentaires à cette fin.

### Pour finir

La guerre hybride est la dernière forme d'agression menée par les forces unipolaires contre l'ordre mondial multipolaire émergent, et la façon indirecte avec laquelle elle est pratiquée, protège l'auteur de répercussions immédiates et augmente donc l'attrait de ce stratagème. Vu que le recours à la guerre hybride comme instrument de politique étrangère ne montre aucun signe réel d'apaisement dans un avenir prévisible en raison de sa nouveauté et de sa nature rentable dans son application, il y a une urgence pressante à comprendre toutes ses facettes pour mieux la combattre, et donc la pertinence d'exposer le rôle central que jouent les ONG dans ce processus.

Il faut se souvenir que les guerres hybrides reposent sur une instigation depuis l'extérieur et la manipulation par la suite d'un conflit d'identité dans un état de transit ciblé le long de la voie d'un projet multipolaire transnational de premier plan concernant des infrastructures conjointes. Il est beaucoup plus facile de conceptualiser la fonction que les ONG liées à des forces étrangères hostiles qui ont intérêt à mettre cette séquence de "chaos contrôlé" en mouvement. Ces groupes sont chargés de provoquer un sentiment de séparation d'identité parmi la population, un sentiment manipulé par de l'ingénierie sociale dont les organisateurs pensent qu'il finira par transformer des citoyens patriotes en sympathisants anti-gouvernementaux.

Les réseaux d'ONG et le personnel local participent à ce programme aidé de l'étranger et aspirent à perturber, contrôler ou influencer ces projets d'infrastructure mentionnés ci-dessus grâce à divers degrés de pression R-TCR contre les autorités. Ils peuvent se transformer en insurgés ou d'autres formes de menaces asymétriques lorsque leurs tactiques de révolution de couleur échouent pour commencer progressivement à prendre une forme de guerre non conventionnelle améliorée. Comme les ONG liées à des intérêts étrangers sont les forces d'avant-garde en tête de la dernière itération de la guerre hybride partout dans le monde, il est dans l'intérêt de chaque gouvernement responsable de placer des contrôles de surveillance et des restrictions opérationnelles sur ces groupes afin de neutraliser leurs capacités offensives et d'assurer la sécurité nationale.

Andrew Korybko





États-Unis

# À 29 jours de l'élection, Trump tire tous azimuts

**L**a dynamique électorale restait lundi en faveur d'Hillary Clinton au lendemain du deuxième débat contre Donald Trump, un affrontement unique dans l'histoire présidentielle américaine par la virulence et la teneur personnelle des attaques.

Le candidat républicain à la Maison Blanche avait besoin de briller pour rebondir après un week-end désastreux causé par la divulgation de propos dégradants sur les femmes tenus en 2005, et stopper les défécations au sein de son camp. Mais le miracle ne s'est pas produit.

Durant une heure et demie d'échanges tendus, il a certes fait preuve de plus de discipline qu'au premier débat, il y a deux semaines, attaquant sans relâche Hillary Clinton comme une représentante du statu quo contrôlée par les groupes d'intérêts.

Il s'est excusé une nouvelle fois pour la vidéo retrouvée et diffusée la semaine dernière, dans laquelle il est surpris racontant, avec vulgarité, la façon brutale dont il approche et touche les femmes qu'il désire, parfois sans leur consentement.

Mais il a assorti ces excuses d'une contre-attaque extraordinaire, s'aventurant sur un terrain jusqu'ici considéré indigne d'un débat présidentiel: les allégations de frasques sexuelles contre le mari de son adversaire. «Si vous regardez Bill Clinton, c'est bien pire», a-t-il accusé. Dans le public, il avait invité trois femmes qui accusent depuis des décennies l'ancien président démocrate d'agressions sexuelles.

Donald Trump a aussi traité Hillary Clinton de «diable», il a affirmé que son cœur était plein de haine, et promis de nom-

mer un procureur spécial pour enquêter sur elle, la menaçant de prison.

Hillary Clinton n'a pas dévié de sa ligne directrice, consistant à faire de l'élection un référendum sur la personnalité de Donald Trump, présenté comme instable et sectaire.

Dans un long réquisitoire solennel, elle est revenue sur la façon dont Donald Trump parle des femmes mais aussi des immigrés et des musulmans ? une tentative d'élargir le scandale au-delà de la seule misogynie, dans le but de récupérer les voix des derniers déçus du trumpisme, pour qui la vidéo représenterait la dernière goutte d'eau.

Comme c'est de bonne guerre, chaque camp revendiquait la victoire dans les minutes et les heures suivant le débat. Un sondage CNN donnait pourtant l'avantage à la démocrate.

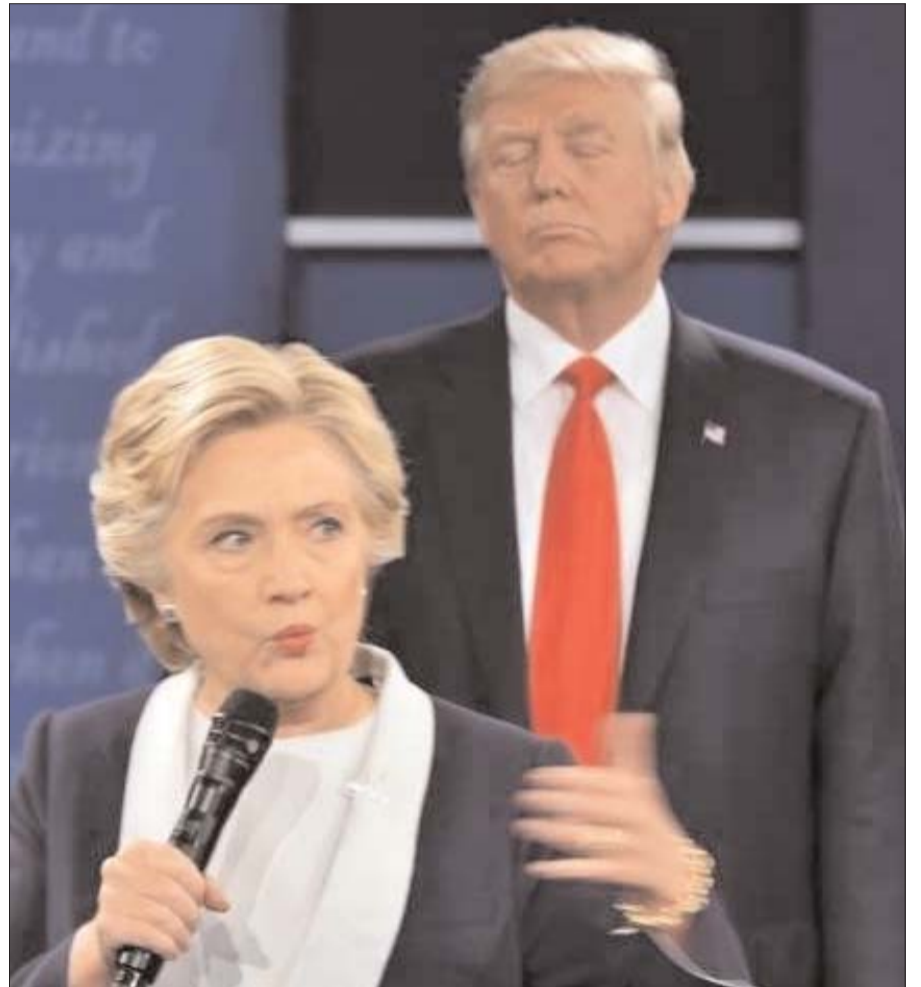
## Trump garde son colistier

Voyageant avec la candidate dans son avion pour un retour nocturne et euphorique à New York, Robby Mook, son directeur de campagne, estimait que Donald Trump n'avait pas réussi à «inverser la tendance» et obtenir le coup d'éclat dont sa candidature chancelante avait besoin.

L'entourage de la démocrate estimait aussi que le républicain avait commis une faute politique en menaçant Hillary Clinton de prison, tel un «dictateur de république bananière», et sous-entendait qu'il avait eu un comportement menaçant en se tenant debout derrière elle sur le plateau du débat.

«J'ai essayé, moi, de lui laisser de l'espace quand il répondait aux gens», a dit elle-même Hillary Clinton dans son avion. «Mais lui était très présent».

Dans les couloirs du débat, qui avait lieu sur le campus de l'université Washington de Saint-Louis, les porte-parole de Donald Trump étaient assaillis de questions sur des rumeurs de séparation du ticket formé par Donald Trump et son candidat à la vice-présidence, Mike Pence, un chrétien conserva-



teur qui s'était dit «outré» par les paroles exhumées de l'homme d'affaires.

Durant le débat, Donald Trump l'a publiquement désavoué sur la Syrie; Mike Pence avait appelé à ce que les États-Unis attaquent directement les forces syriennes afin de venir en aide aux civils d'Alep.

Mais Kellyanne Conway, directrice de campagne, a assuré que Mike Pence restait «à 100%» derrière Donald Trump et qu'il ferait activement campagne dès lundi. L'intéressé s'est aussi dit fier de la prestation de son coéquipier.

Reste à savoir quel calcul politique feront cette semaine les républicains qui n'ont pas encore fait défection.

Leur objectif est de conserver la majorité au Congrès lors des élections législatives qui auront lieu en même temps que la présidentielle, le 8 novembre. S'ils estiment que Donald Trump risque de les entraîner dans la défaite, la tempête politique dans laquelle le candidat est emporté depuis deux semaines pourrait se transformer en ouragan.

AFP

Colombie

## L'argent du Nobel donné aux victimes du conflit

■ Le président colombien Juan Manuel Santos, lauréat vendredi du prix Nobel de la Paix, a annoncé dimanche qu'il allait faire don de l'argent accompagnant cette récompense aux victimes du conflit qui déchire ce pays.

«Ce grand prix Nobel (...) est accompagné d'une somme d'argent (...) je veux vous annoncer que je me suis réuni hier avec ma famille et que nous avons décidé de faire don de ces huit millions de couronnes suédoises (925.000 dollars au taux actuel) aux victimes», a déclaré le chef d'Etat lors d'une cérémonie religieuse à Bojaya (nord-ouest).

Le Nobel de la paix a été décerné vendredi à M. Santos pour son engagement à clore le conflit armé avec la guérilla des Farc, par un accord toutefois à réviser après son rejet par référendum.

Le président Santos et le chef des Farc, Timoleon Jiménez, alias Timochenko, ont signé le 26 septembre un accord pour clore une confrontation de 52 ans, qui a impliqué d'autres acteurs armés et a fait plus de 260.000 morts.

Mais, à la surprise générale, les électeurs colombiens ont rejeté dimanche dernier ce texte historique à une très courte majorité (50,2%) lors d'un scrutin marqué par une abstention record de plus de 62%, mais qui a obligé les deux parties à reprendre les pourparlers.

Vendredi, leurs négociateurs se sont engagés dans un communiqué commun à maintenir un cessez-le-feu «bilatéral et définitif» et à procéder à des «ajustements» pour rendre l'accord acceptable aux yeux du plus grand nombre.

R. N.

Haïti

## Le bilan de l'ouragan Matthew atteint les 1.000 morts

**H**aïti a commencé à enterrer ses morts dans des fosses communes après le passage de l'ouragan Matthew, dont le dernier bilan s'élève désormais à 1.000 morts, selon une compilation établie par Reuters à partir de données recueillies auprès de responsables locaux.

Le pays de 10 millions d'habitants, le plus pauvre des Amériques, doit également faire face à des décès liés à une épidémie de choléra, une maladie dont la période

d'incubation est très courte et qui se propage via des eaux contaminées.

L'ouragan, le plus violent des Caraïbes en près de 10 ans, a frappé Haïti mardi, avec des vents soufflant à 230 kilomètres par heure et des pluies torrentielles.

Selon l'Agence des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires, 1,4 million de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire en Haïti après le passage de Matthew. Un responsable du

gouvernement dans la région Grand'Anse, située dans la péninsule occidentale du pays, a précisé que les autorités avaient commencé à enterrer les corps dans des fosses communes en raison d'un début de décomposition de ces corps. Aux États-Unis, Matthew, rétrogradé en cyclone post-tropical dimanche, a tué 17 personnes et laissé plus de deux millions de foyers et d'entreprises sans courant électrique.

Reuters

Allemagne

## Arrestation du fugitif syrien soupçonné de préparer un attentat

**L**a police allemande a arrêté lundi matin le fugitif syrien soupçonné de préparer un attentat islamiste après une chasse à l'homme de 48 heures, une affaire qui relance dans le pays les appels à un contrôle accru des demandeurs d'asile.

«Nous avons réussi, (nous sommes) vraiment ravis: l'homme soupçonné de terrorisme (Jaber) Albakr a été arrêté au cours de la nuit à Leipzig», en Saxe, dans l'est du

pays, a déclaré la police sur Twitter. L'homme de 22 ans avait trouvé refuge dans l'appartement d'un Syrien qu'il avait abordé dans la gare de Leipzig et à qui il avait demandé s'il pouvait l'héberger, rapporte le site internet de l'hebdomadaire der Spiegel.

Ce Syrien l'a invité chez lui mais a appelé les forces de l'ordre après avoir entendu qu'il s'agissait du fugitif recherché par

toutes les polices du pays. Leipzig se trouve non loin de la ville de Chemnitz où résidait Jaber Albakr en tant que réfugié depuis plus d'un an et où des explosifs avaient été trouvés samedi dans le logement qu'il occupait. Les forces spéciales d'intervention de la police ont finalement trouvé le fugitif ligoté dans l'appartement de son hôte à Leipzig, selon le Spiegel.

AFP



Manifestations culturelles

# Appel à trouver de «nouvelles sources de financement»

**Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a appelé dimanche à Alger les directeurs de la culture des wilayas à trouver de «nouvelles sources de financement» par des partenaires privés pour animer les manifestations culturelles au lieu de compter entièrement sur le budget du ministère de la Culture.**



à 19 milliards en 2016», le budget 2017 sera le même que celui de 2016 «sous toutes réserves», a-t-il dit. Une deuxième réunion de travail a eu lieu à huis clos entre le ministre et les directeurs de la culture.

Y. R.

Campagne du livre aux écoles

## Plus de 190 établissements ciblés par l'initiative à El Oued

Pas moins de 192 établissements scolaires de la wilaya d'El Oued sont ciblés par l'initiative de la campagne du Livre aux écoles, lancée dimanche depuis la bibliothèque principale de lecture publique Dr. Mohamed Tahar El-Adaouani à Z'goum, commune de Hassani Abdelkrim.

Retenue au titre des activités visant l'ancrage de la lecture chez les nouvelles générations, la population scolarisée, notamment cette initiative, première du genre dans la wilaya et menée en coordination avec la direction de l'éducation, s'étalera sur une durée de six mois, d'octobre 2016 à mars 2017, période «suffisante» pour jeter les bases d'un ancrage de la culture de la lecture en milieu scolaire, a estimé le directeur de la bibliothèque principale, Tidjani Temma.

Les services de la bibliothèque principale et les structures qui lui sont rattachées, six bibliothèques communales à travers différentes régions de la wilaya, devront sillonner, lors de ce périple d'un semestre, les collèges et lycées pour déployer leurs activités interactives. Au programme de cette manifestation culturelle, figurent des rencontres de proximité avec les élèves pour les sensibiliser sur l'importance de la lecture et son impact sur l'acquisition du savoir, la mise sur pied de séances de lecture, des concours du meilleur résumé de livre et exposé en histoire sur la révolution algérienne, selon le responsable. Des communications ayant trait à l'importance de la lecture en milieu scolaire seront animées également par des pédagogues. Les services de la bibliothèque principale de lecture publique envisage, dans ce même cadre, de mettre, sous forme de prêts, plus de 80 000 ouvrages à la disposition des élèves, a fait savoir le directeur de cet établissement culturel.

R. N.

Réalisateur de *L'Homme de Marbre*

## Décès du cinéaste polonais Andrzej Wajda

Le célèbre metteur en scène polonais Andrzej Wajda est mort dimanche soir à Varsovie à l'âge de 90 ans, ont annoncé ses proches et plusieurs médias polonais. Le réalisateur de *L'Homme de Marbre* et de nombreux autres films reflétant l'histoire complexe de son pays est décédé d'une insuffisance pulmonaire. Hospitalisé depuis plusieurs jours, il se trouvait dans un coma pharmacologique, selon un proche de la famille, cité par l'AFP.

R. T.

**M.** Mihoubi a indiqué, lors d'une séance de travail avec les directeurs de la culture des wilayas, organisée par le ministère en présence des cadres et des responsables du secteur, que les directeurs de la culture sont «appelés» à prendre contact avec les entreprises économiques de leurs territoires pour trouver de nouvelles sources de financement, affirmant que «ces entreprises ont également un rôle au service de la culture».

Le ministre de la Culture avait souligné, lors d'une rencontre en 2015 avec les directeurs de la culture des wilayas, la nécessité de rationaliser les dépenses liés

aux différents festivals et projets culturels.

Le ministre a appelé, par ailleurs, à «une meilleure exploitation» des structures vitales au niveau des wilayas comme les théâtres et à contacter les associations culturelles, les organisations de la société civile et les médias».

Il a en outre appelé les directeurs à «une meilleure coordination» avec les autres secteurs et à ne pas «bloquer» les projets de développement dans les régions qui renferment des sites archéologiques, insistant sur la nécessité de trouver «de nouvelles formules» pour le règlement de ce type de problèmes.

M. Mihoubi avait déclaré, en mai dernier

à Biskra, que son département avait élaboré un nouveau plan pour la protection des sites archéologiques.

Des spécialistes du patrimoine avaient averti à maintes reprises, des risques de la réalisation de projets de développement ou d'agglomérations dans les régions qui renferment des sites historiques et archéologiques.

Le directeur de l'administration et des moyens au ministère de la Culture, Abdelaziz Bouzegaia, a indiqué que le budget du secteur a connu les 10 dernières années «une nette évolution» passant de 2 milliards 400 millions de DA en 2005 à 25 milliards de DA en 2015» avant de baisser

Festival d'Annaba du film méditerranéen

## La cinémathèque à l'heure tunisienne

**A**u total treize (13) courts-métrages produits par la Fédération Tunisienne des cinéastes amateurs (FTCA), ont été projetés dimanche à la cinémathèque d'Annaba dans le cadre des courts-métrages étrangers hors compétition du festival d'Annaba du film méditerranéen (FAFM).

Les cinéphiles venus en nombre à ces séances de projections, placées sous le slogan «Annaba accueille Kelibia», ont pu apprécier des oeuvres, aussi riches que variées, réalisées par de jeunes cinéastes

tunisiens et projetées à des éditions récentes du festival international du film amateur de Kelibia (FIFAK).

Le désir de liberté et de justice sociale, les droits de l'Homme, la condition de la femme, le cinéma comme vecteur d'émancipation ou encore le rapport à la terre sont autant de thèmes abordés dans des films comme «On the road» d'Adnen Meddeb, «La fleur forgée» de Nada Madi, «Le parfum de la terre» d'Aziz Bouchmel et «Home» un film d'animation d'Ines Ben Halim.

Le public de la cinémathèque a, par

ailleurs, pu découvrir, dans la foulée de ces courts-métrages, le film «Brûle la mer» de Nathalie Mambit et Maki Berchache, un documentaire qui relate l'histoire de Maki Berchache et de ses compagnons de voyage, ayant pris la mer vers l'Europe, via Lampedusa (Italie).

Loin des lieux communs sociologiques, «Brûle la mer» revient sur cette tentative de liberté vers un monde mythifié dominé par des rapports capitalistes, et sur la violence d'une hospitalité refusée.

H. C.

Émigration clandestine en Méditerranée

## Simshar, un long métrage émouvant

**L**e film *Simshar* de la réalisatrice maltaise Rebecca Cremona, projeté samedi soir au théâtre Azzedine Medjoubi de Annaba dans le cadre de la compétition officielle du Festival de Annaba du film méditerranéen (FAFM), constitue une oeuvre émouvante sur le drame de l'émigration clandestine en mer Méditerranée.

Le film a pour trame de fond le rude quotidien des pêcheurs maltais pliant sous les contraintes juridiques sur la

pêche auquel est venu s'incruster le drame des immigrés clandestins donnant lieu à des dérives excessives.

Simon, figure centrale du film dont le rôle est interprété par le tunisien Lotfi Abdelli sort en pêche sur son embarcation avec son père, son fils de 11 ans et un immigré africain. Suite à une panne du moteur, l'embarcation prend feu.

Le drame de cette famille de pêcheurs durera une semaine au large et seul Simon y survivra. La fiction d'une heure et 40

minutes pose par une série d'enchevêtrement le drame humanitaire des immigrés en Méditerranée et de leur accueil.

Le public cinéphile a découvert lors de la même soirée le second long métrage algérien en lice durant ce Festival intitulé *Wakai karyati* (Chronique de mon village) signé par Kamel Traïdia.

Le réalisateur relate avec l'innocente désinvolture d'un enfant sa propre enfance dans son village natal El Besbès (lieu de tournage) et la souffrance et

l'espoir de la population villageoise sous les derniers jours de l'occupation coloniale.

Le film français *Vincent n'a pas d'écailles* de Thomas Salvador sur l'histoire fantastique d'un homme ayant un pouvoir extraordinaire qui se révèle au contact de l'eau, a été également projeté durant ce festival. 15 longs métrages sont en lice durant cette seconde édition du Fafm qui sera clôturé mercredi prochain.



## PAROLES DE FEMMES

«Le présent n'est pas un passé en puissance, il est le moment du choix et de l'action.»

Simone de Beauvoir



## FEMMES

ILS ONT DIT :

«Ils ont dit le passé est éternel, c'est le présent qui passe, c'est le présent qui fuit, qui s'efface.»

Thomas B. Reverdy

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

## POURQUOI ELLE MÉNAGE FINALEMENT BRAD PITT

## Angelina Jolie : mensonges, trahison et regrets ?

**En pleine procédure de divorce, les deux acteurs viennent d'entamer une trêve. Fixé au 20 octobre prochain, un nouveau rendez-vous avec la justice précisera le mode de garde de leurs six enfants. Brad est confiant. Angelina, elle, se dit qu'elle est peut-être allée trop loin...**

Serait-ce la raison de ses meilleures dispositions ? Après avoir surpris Brad Pitt et le monde entier en demandant le divorce, fait fuiter des problèmes d'alcool et de violences, Angelina Jolie déconcerte par sa soudaine clémence à l'égard de son futur ex-époux. En l'espace d'une dizaine de jours, elle a signalé qu'elle ne participerait pas à l'enquête du FBI sur les qualités parentales de l'acteur, elle s'est engagée à suivre une thérapie familiale en sa compagnie et elle vient même de l'autoriser à rendre visite à leurs six enfants.

On serait presque tenté de s'émouvoir d'un happy end, si le FBI, avec lequel Brad a accepté de coopérer, ne s'apprêtait pas à clore son enquête, faute de preuves. Selon le site TMZ, le bureau fédéral d'investigation n'a rien à trouver à reprocher à l'acteur, pourtant accusé de s'en être violemment pris à son fils aîné Maddox à bord d'un jet privé. Emêché, Brad aurait en vérité bousculé l'adolescent de 15 ans par inadvertance. Reste à savoir si Angelina a sincèrement pris peur ou si elle a sciemment cherché à discréditer son époux avec lequel les disputes au sujet de l'éducation de leurs six enfants étaient devenues fréquentes.

Native du signe des Gémeaux, l'actrice ne manque pas d'ambivalence. C'est son charme, mais c'est aussi son mystère. Ex-punkette tourmentée, elle s'est réinventée, avec un indéniable sens de l'engagement, en bonne samaritaine, au cours des 15 dernières années. Si son statut de star et son extrême sensibilité au sort des plus démunis ont très largement servi les alertes et programmes d'actions du Haut-commissariat pour les réfugiés des Nations unies, certains soulignent toutefois sa gestion et son utilisation des médias à des fins moins glorieuses. Dans l'entourage de Jennifer Aniston, on déplore encore l'ignominie de cette couverture de *W Magazine* sur laquelle Brad et Angelina posaient entourés d'enfants, au prétexte d'assurer la promotion de leur

film *Mr & Mrs Smith*. Nous sommes alors en juillet 2005. Six mois plus tôt, Pitt et Aniston ont annoncé leur séparation. Sous le choc, Hollywood est parti dans des supputations : c'est tantôt la faute de Jennifer qui ne voulait pas d'enfant, tantôt celle de Brad qui aurait succombé au troublant sex-appeal d'Angelina sur le tournage de *Mr & Mrs Smith*. Pitt et Jolie démentent dans un premier temps une liaison, puis se laissent «surprendre» sur une plage kenyane, en compagnie du tout jeune Maddox, en avril 2005. Les amants sont devenus une famille. Emotion. Angelina la scandaleuse, la femme fatale, «la voleuse de mari», a trouvé un père pour son petit garçon adopté au Cambodge. La couverture de *W Magazine* renforce l'idée que le couple adultérin n'a pas seulement recherché la bagatelle. L'adoption d'une petite Ethiopienne, Zahara, le confirme, quelques jours après la parution du magazine...

Le mariage Pitt-Aniston est officiellement dissolu en octobre 2005. L'histoire d'amour entre Brad et Angelina fait encore hausser les sourcils. Ca ne durera pas, le bon gars du Missouri et la vamp tatouée sont trop différents, murmure-t-on. En janvier 2006, Angelina fait coup double. A l'occasion d'un voyage humanitaire en Haïti, accompagnée de Brad, elle arbore un petit ventre rond. L'actrice est enceinte de son premier enfant biologique, Shiloh, qui naîtra au milieu des dunes de Namibie en mai 2006. Avec Shiloh, Angelina instaure un système qu'elle reproduira au moment de l'adoption de Pax, au Vietnam, en mars 2007, et de la naissance des jumeaux Knox et Vivienne, en France, en juillet 2008 : un shooting exclusif est vendu au plus offrant, avec obligation de mentionner les œuvres humanitaires de la Jolie-Pitt Foundation, qui encaisse le chèque. Plans média similaires pour l'annonce de sa double mastectomie et son ovariectomie. Porteuse du gène défectueux BRCA1, Angelina, encore traumatisée par le décès de sa mère suite à un cancer des ovaires, opte pour le sacrifice de ses seins et justifie sa décision dans une longue tribune publiée dans le *New York Times*, en mai 2013. La péripétie people devient un vrai sujet sociétal. En septembre 2014, on annonce que, grâce à elle, le dépistage du gène défectueux BRCA1, a augmenté de 107% ! L'actrice annonce de la même manière, dans le même *New York Times*, le retrait de ses ovaires, en mars 2015. A l'époque, elle remerciait alors Brad pour son soutien et encourageait les autres femmes, décidées à des interventions chirurgicales, à se faire aussi bien accompagner dans l'épreuve...



## BEAUTÉ

## COMMENT BIEN EXFOLIER SA PEAU APRÈS L'ÉTÉ ?

**Les vacances sont terminées et on aimerait conserver encore notre jolie peau dorée. Idéal pour réparer l'épiderme et prolonger le bronzage, l'exfoliation est donc un passage obligé pour retrouver une peau saine. On vous livre ces conseils.**

## Débarasser sa peau des radicaux libres

Le soleil c'est bien, mais à force de s'exposer sous l'effet des rayonnements solaires, les cellules de la peau produisent des radicaux libres qui abîment l'épiderme. Ces vilaines cellules provoquent en effet des réactions en chaîne et accélèrent le vieillissement de la peau. Pour s'en débarrasser, on applique donc la technique du gommage.

## Prolonger son bronzage

Contrairement aux idées reçues, le gommage ne fait pas disparaître le bronzage. L'exfoliation va plutôt sublimer notre peau hâlée. Grâce à un bon gommage, on va se débarrasser des cellules mortes qui forment une couche épaisse et qui empêchent les soins de pénétrer la peau. On permet ainsi de relancer la microcirculation de cette dernière et de mieux l'oxygéner, ce qui est très bon pour l'entretien du bronzage. En exfoliant sa peau, on réveille alors son teint et on l'aide à retrouver tout son éclat.

## Les étapes du gommage parfait

Le gommage est un geste beauté aussi important que l'hydratation. Pour bien le réaliser on suit ces quelques étapes :

- Le gommage s'effectue après la douche afin que la peau soit encore humide. Versez un peu d'exfoliant dans vos mains et appliquez le produit sur le corps en faisant des petits mouvements circulaires. On démarre le massage des épaules jusqu'aux pieds, en passant par le dos, le ventre, les fesses puis les jambes. Et surtout on fait attention à ne pas trop appuyer au risque d'irriter la peau.
- Sur le visage le gommage se fait sur une

peau encore mouillée, en effectuant un massage de l'intérieur du visage vers l'extérieur en insistant sur la zone T, c'est-à-dire le front, le nez et le menton.

- Rincez la peau à l'eau tiède et terminez par un jet d'eau fraîche pour la tonifier. Enfin, séchez votre peau en la tapotant légèrement sans la frotter.

- Très important après l'exfoliation, il est primordial d'hydrater la peau avec une crème hydratante ou un soin réparateur pour restaurer le film protecteur de l'épiderme. De plus, sachez qu'une fois exfoliée, la peau absorbe mieux les actifs contenus dans les crèmes, ce qui permet d'optimiser l'efficacité de ces dernières.

## PARENTS

## COMMENT FAIRE POUR QU'IL ACCEPTE SON PETIT FRÈRE OU SA PETITE SŒUR ?

**D**e retour de la maternité, glissez dans le couffin du petit dernier la poupée ou le camion dont il rêve. Et arrivez en lui expliquant que c'est le cadeau du bébé.

Laissez-le s'approcher du nouveau arrivé à son rythme. Il faut lui laisser le temps de l'observer, de tourner autour. Et s'il s'en désin-

téresse totalement, ne soyez pas déçue. Parlez-lui en tête à tête.

Expliquez-lui que ce n'est pas parce qu'il n'est plus le seul enfant à la maison qu'il compte moins pour vous, bien au contraire : «Maman a désormais un grand et un petit enfant, et suffisamment d'amour pour les deux.»

Proposez-lui des activités de «grands» : une petite balade à vélo, une sortie dans un parc... en laissant bien sûr le bébé à la maison.

Accrochez ses dessins dans les pièces principales de la maison. Il va de cette façon se sentir valorisé et saura qu'il a toujours sa place à la maison.



**Les DÉBATS**

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS

Éliminatoires du Mondial 2018

## Le Cameroun, cette bête noire des Verts



La sélection algérienne de football a, encore une fois, échoué face aux Lions Indomptables en se contentant du nul (1/1) au stade Mustapha Tchaker de Blida, alors qu'elle se devait de l'emporter pour bien engranger ce début des éliminatoires du Mondial 2018 de Russie. Les Camerounais restent donc cette bête noire des Verts qui n'arrivent pas à vaincre le signe indien. Il faut dire que les poulains de Rajevac étaient dans un jour sans et n'arrivaient pas à pratiquer le football fait de passes courtes et de combinai-son. Les protégés du Belge, Bross, étaient à contrario mieux organisés. Sur le registre de l'effectif, le sélectionneur a fait de nombreuses erreurs en faisant confiance par exemple à Zeffane qui ne joue même pas dans son club de Lyon et qui s'est retrouvé titulaire lors de ce match. C'est d'ailleurs de son côté qu'est venu le but égalisateur des Camerounais. Au milieu aussi l'incorporation du Montpelliérain, Ryad Boudebouz est discutable sachant que ce dernier n'a rien apporté au jeu des Verts et n'a pas eu cette réussite qu'on attendait de lui pour stabiliser le jeu de l'EN. En attaque aussi, le buteur de la sélection nationale, Islam Slimani, était l'ombre de lui-même en ne portant pas le danger dans le camp adver-

se alors qu'il se devait de multiplier les attaques. Tout cela montre que les Verts sont loin de la forme qu'ils se devaient de montrer dans ce match. Ils se sont contentés du seul but inscrit par Soudani à un moment précoce du match, alors qu'ils ont buté sur une bonne défense camerounaise qui a bien géré les espaces dans ce petit stade de Tchaker qui, on ne le dira jamais assez, n'est pas fait pour accueillir les

matchs de la sélection nationale qui évolue mieux dans des stades plus larges. Maintenant, la sélection nationale se devra être plus entreprenante même à l'extérieur de ses bases si elle souhaite revenir dans la course à la qualification à la phase finale surtout avec la victoire de notre prochain adversaire, le Nigeria dans son match face à la Zambie.

Imad M.

## Impressions :

► **Hugo Broos (sélectionneur du Cameroun)** : «Nous avons eu affaire à une très bonne équipe, pas uniquement sur le plan individuel, car les joueurs de l'actuelle sélection algérienne sont habitués à jouer ensemble depuis trois ou quatre ans, ce qui fait qu'ils forment un bon groupe qui travaille dans la continuité de ce qu'avait entamé Wahid Halilhodzic. C'est vous dire combien ça a été dur pour nous. Mais nous avons réussi un bon match, avec beaucoup de rigueur et ça a été payant. Ce qui m'a le plus fait plaisir, c'est la réaction positive de mes joueurs après avoir concédé l'ouverture du score. Ils ont su garder leur sang-froid, en restant bien organisés et c'est une très bonne chose en vue des importantes échéances à venir. Ce n'était que le premier match d'une longue campagne et nous serons appelés à confirmer lors des prochains rendez-vous pour espérer aller en Russie».

► **Milovan Rajevac (sélectionneur d'Algérie)** : «On voulait gagner ce match contre le Cameroun, mais on a dû finalement se contenter d'un point et ce n'est toujours pas la meilleure équipe qui gagne. Il reste beaucoup de points en jeu et les joueurs vont se donner à fond pour en récolter le maximum et se qualifier. Jouer à domicile ou à l'extérieur, pour moi ça ne signifie rien si on veut jouer la qualification. Après le but marqué, notre

rythme a baissé et on a rencontré beaucoup de problèmes, pas seulement sur le côté droit donc il ne faut pas trop blâmer Zeffane. Ce qui est sûr, c'est qu'il y a beaucoup de choses à corriger dans notre jeu, pas uniquement en défense. Durant la pause, j'ai essayé de recadrer les lignes. Par moment, j'étais étonné par le jeu long qu'on a utilisé. Maintenant, je vais revoir le match pour comprendre les raisons de cette baisse de rythme et trouver ainsi les solutions qui s'y imposent dès les prochains stages, j'espère qu'on aura le temps de corriger nos lacunes et se remettre en cause. Aujourd'hui, nous avons perdu deux points mais on a pu quand même en prendre un dans un groupe très relevé. Je sais que chaque joueur veut débiter le match, mais je pense que j'ai aligné les meilleurs en ce moment. C'est moi qui choisit les joueurs lors des matchs».

► **Carl Medjani (capitaine d'Algérie)** : «Il nous a manqué un peu de réussite offensive. On a eu beaucoup de situations pour marquer, mais en face, il y avait un bon gardien et on a commis aussi quelques erreurs. Avec la victoire du Nigeria en Zambie, on a utilisé un joker. Nous sommes un groupe de 23 ou 25 joueurs unis avec l'objectif d'aller au Mondial, je suis confiant. Il y a un peu de déception dans le vestiaire mais j'espère qu'on va réaliser un bon résultat contre le Nigeria lors de la prochaine journée».

CA Bordj Bou Aarreridj  
Le président Merzoughi démissionne

■ Le président du conseil d'administration du CA Bordj Bou Arreridj Moussa Merzoughi a annoncé sa démission de la tête du club à l'issue du nul concédé à domicile par son équipe face à l'Amel Boussaâda (1-1), samedi en clôture de la 5e journée. Une décision qu'il juge cette fois-ci «irrévocable» après s'être rétracté une première fois, il y a de cela deux semaines «pour l'intérêt du club». Il a précisé que sa décision était également motivée par ses ennuis de santé et par «une pression négative» exercée par une partie des supporters, en plus de s'être retrouvé seul à gérer les affaires du club. «J'ai tout donné à mon club du cœur mais cette fois-ci, je n'en peux plus, je me suis retrouvé à gérer seul l'équipe en l'absence des autres membres du conseil», a-t-il détaillé. L'entraîneur Aziz Abbes, conquis à l'issue de la rencontre, a indiqué, lui, qu'il était «toujours en poste» et n'avait, à aucun moment, pensé à partir. «Certes, ce nul constitue un faux pas à domicile, mais la saison est encore longue et rien n'est encore joué. Je promets qu'on va se ressaisir et on va continuer à travailler pour améliorer notre rendement», a ajouté Abbes. Selon des sources proches du CABBA, le conseil d'administration va se réunir dans les heures qui viennent afin de trouver un successeur à Merzoughi. A noter que le CABBA occupe à l'issue de la 5e journée du championnat de Ligue 2, la 6e place au classement avec 8 points au compteur, à 3 unités du leader, le Paradou AC.

Voile/Championnat d'Afrique optimist

Hichem Mokhtari à la 5<sup>e</sup> place à l'issue de la 2<sup>e</sup> journée

■ Le véliplanchiste algérien Zakari-Hichem Mokhtari occupe provisoirement la 5e place du championnat d'Afrique de voile, spécialité optimist, à l'issue de la 2e journée des épreuves disputée dimanche dans la capitale angolaise Luanda. Le champion d'Afrique-2015 compte 58 points, derrière le trio angolais Osvaldo da Gama (1er, 10 pts), Lourenço Simao (3e, 24 pts) et Decaprio Fernandes (4e, 38 pts). Le Sud-Africain Matt-Gavin Ashwell pointe le nez pour occuper la deuxième position avec 21 unités. Les autres Algériens engagés dans la compétition, à savoir Anis

Harouz, Walid Bouhaddi, Mohamed Lazereg, Abdelhak Djahdou et Oussama Bendjaoui occupent respectivement les 20e (101 pts), 22e (105 pts), 23e (122 pts), 27e (134 pts) et 33e positions (158 pts). Chez les filles, les Algériennes Racha Touabi et Rym Isra Dia sont 3e (124 pts) et 5e (131 pts) dans un classement dominé par la Mozambicaine Denise Parruque (1re, 67 pts) et la Sud-Africaine Chiara Fruet (94 pts). La sélection algérienne de voile a fait le déplacement à Luanda pour prendre part au championnat d'Afrique de la discipline, spécialité optimist (moins de 15

ans), avec l'objectif de conserver le titre continental en individuel et remporter une médaille par équipes et ce, en présence d'environ 80 athlètes représentant 14 pays. La journée de lundi sera consacrée aux épreuves de qualification du «par équipes». Après une journée de repos mardi, les finales individuelles se dérouleront mercredi et jeudi. Lors de la dernière édition du rendez-vous continental disputée à Oran en 2015, l'Algérie avait décroché une médaille d'or grâce à Hichem Mokhtari en individuel et une médaille d'argent aux épreuves par équipes.

ES Tunis  
Rétabli, Belkaroui reprend l'entraînement

■ L'international algérien, Hichem Belkaroui, libéré du stage des Verts à cause d'une blessure, a repris samedi l'entraînement avec son équipe l'ES Tunis, indique la presse locale. Belkaroui a déclaré forfait pour le match Algérie-Cameroun, dimanche à Blida (20h30) dans le cadre de la première journée des éliminatoires de la Coupe du monde de 2018 en Russie. Examiné mardi dernier par le staff médical de la sélection algérienne, il s'est avéré qu'il n'était pas encore remis complètement de sa blessure à un adducteur. Le défenseur central de 26 ans n'a plus joué depuis le match Algérie-Lesotho (victoire 6-0), début septembre dernier en éliminatoires de la Coupe d'Afrique, une rencontre qu'il n'a pas terminée après avoir ressenti des douleurs à l'adducteur. L'ex-joueur de Nacional Madeira (Div 1, Portugal) a rejoint l'été dernier l'ES Tunis avec lequel il a remporté son premier trophée, en battant son ancienne formation le Club africain de Tunis en finale de la Coupe de la Tunisie.

Handball  
L'EN bat les Portugaises de Majastars en amical

■ La sélection algérienne de handball dames, en stage de préparation au Portugal en vue de la 22e coupe d'Afrique des nations (CAN-2016) en Angola, a battu dimanche l'équipe locale de Majastars (1re division) sur le score de 27 à 23. Il s'agit du premier succès des Algériennes en terre portugaise, après deux défaites contre la sélection locale, jeudi (29-21) et samedi (31-17). Les joueuses de Zoheir Guerane disputeront deux autres rencontres amicales lors de leur regroupement, face aux clubs portugais de première division Aveiro et Gaia. Lors de la CAN-2016 (28 novembre-7 décembre), l'Algérie évoluera dans le groupe B avec la Tunisie, championne d'Afrique en titre, le Congo, la Guinée et l'Égypte.





Algier  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 28 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 12 °C  
Max 29 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 28 °C

Etats-Unis

## 102 policiers tués et 715 personnes tuées par des policiers

Au moins 102 policiers ont été tués en 2016 aux Etats-Unis, selon les derniers chiffres du Fonds commémoratif national des fonctionnaires de police (NLEOMF), tandis que celui de personnes tuées par des policiers est de 715, d'après le quotidien *The Washington Post*. En ce qui concerne les policiers morts, il s'agit d'une hausse de plus de 40% par rapport à l'année précédente. Ce bilan inclut les deux policiers tués samedi à Palm Springs en Californie. Interpellé tôt dimanche, le tueur présumé, John Felix, a également blessé un troisième policier. Un article consacré à la fusillade de Palm Springs, une ville située à 170 km à l'est de Los Angeles, pointe du doigt la National Rifle Association (NRA), le puissant lobby des armes à feu, accusée «de soutenir même le droit des criminels de posséder et d'utiliser des armes à leur guise». Le 5 octobre, un sergent des services du shérif du comté de Los Angeles avait été abattu à Lancaster, au nord de la métropole, alors qu'il se rendait sur les lieux d'un cambriolage. Le 17 juillet dernier, trois policiers étaient tués à Baton Rouge en Louisiane et cinq autres abattus par un tireur embusqué lors d'une manifestation contre le racisme à Dallas au Texas. Pour sa part, le *Washington Post* a rapporté que le nombre de personnes tuées à ce jour en 2016 par des policiers était de 715. «De façon générale, la majorité des gens qui ont été abattus par des agents de police en 2015 et 2016 étaient armés et tentaient de s'en prendre à un agent ou à quelqu'un d'autre», ajoute le journal.

R. N.

## Le Brent à plus de 53 dollars à Londres

Le prix du baril de Brent grimpeait lundi après-midi, évoluant à des plus hauts jamais atteints depuis un an après que le président russe Vladimir Poutine, ait déclaré que son pays était prêt à se joindre aux mesures prises par l'Opep à Alger pour limiter la production. Vers le début de l'après-midi, le cours du baril de Brent de la mer du Nord valait 53,50 dollars, son niveau le plus fort depuis octobre 2015. A New York, le pétrole a également ouvert en hausse soutenu par des déclarations russes et saoudiennes, alors que les pays producteurs de brut, membre et non membres de l'Opep, ont tenu hier une réunion en marge du Congrès mondial de l'énergie à Istanbul. Ainsi, le cours du baril de «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, gagnait 71 cents à 50,52 dollars sur le contrat pour livraison en novembre sur le New York Mercantile Exchange (Nymex). «Les dernières nouvelles sont bonnes et c'est pour cela que le prix monte», a expliqué Bob Yawger de Mizuho Securities USA. Le ministre saoudien de l'Energie a estimé hier qu'un baril de brut à 60 dollars était envisageable d'ici la fin de l'année ce qui a donné un coup de pouce aux cours. Les investisseurs cherchent à décoder les signes de progression des négociations en vue de concrétiser un accord de réduction de l'offre décidé par l'Opep fin septembre à Alger. L'optimisme a été renforcé hier par des déclarations du président russe Vladimir Poutine, présent à Istanbul, qui a affirmé que son pays était prêt à participer aux mesures de limitation de l'offre de pétrole pour doper les cours. «La Russie est prête à se joindre aux mesures pour limiter la production» de pétrole, a déclaré M. Poutine dans une allocution, émettant le vœu de voir l'Opep «se joindre à cette idée en novembre».

R. E.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

SYRIE: MEME LES HÔPITAUX SONT CIBLES

IL N'YA PLUS D'ENDROITS POUR EVACUER LES BLESSES



El Bayadh

## Vers des poursuites judiciaires contre des parents d'élèves



La direction de l'éducation de la wilaya d'El Bayadh envisage des poursuites judiciaires à l'encontre de parents d'élèves du village de Deghima ayant empêché leurs enfants de rejoindre leurs classes, dans le cycle primaire et moyen, a-t-on appris hier des responsables locaux du secteur.

L'intention de recourir à la voie de justice intervient après avoir épuisé les voies de dialogue avec les parents d'élèves du village de Deghima, dans la commune d'El Meharrja, qui exigent le lancement des travaux de réalisation d'un collège au niveau de leur village comme condi-

tion sine qua non pour la reprise des cours par leurs enfants, a expliqué le directeur de l'éducation, Abderrahmane Boukermouche.

Quelque 135 élèves du cycle moyen résidant dans la localité de Deghima ont boycotté, depuis la rentrée scolaire, leurs cours au niveau du village de Dighem, relevant de la commune voisine de Chellala, soutenus dans leur action de protestation par 140 autres élèves du cycle primaire issus de leur village, a-t-il ajouté.

Les responsables du secteur de l'éducation entendent ainsi recourir à la justice, conformément à l'article 12 de

la loi 08/04 sur l'orientation de l'éducation nationale, confirmant l'enseignement obligatoire pour tous, garçons et filles, âgés entre 6 et 16 ans révolus, a précisé la même source.

Le village de Deghima (commune d'El Meharrja) avait bénéficié de l'inscription d'un projet de collège (base 4), qui a dû être gelé en raison de la situation que traverse le pays, et les responsables locaux se sont engagés à soulever cette préoccupation aux instances centrales et solliciter la levée du gel sur ce projet comme une priorité pour la collectivité, a-t-on expliqué de même source.

Reda A.

Oran

## Saisie de 12 sachets de cocaïne

Une bande de malfaiteurs spécialisée dans le trafic de cocaïne vient d'être démantelée à Oran où 12 sachets contenant cette drogue dure ont été saisis, a-t-on appris hier auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Les éléments de la première Brigade de recherche et d'investigation de la police judiciaire, agissant sur informations faisant état d'un trafic de cocaïne à Oran, ont enclenché une enquête minutieuse qui a abouti à l'arrestation d'un repris de justice, âgé de 40 ans et connu des services de police, précise-t-on de

même source. Lors de la fouille corporelle de cet individu et du véhicule à bord duquel il se trouvait, les policiers ont découvert 12 sachets en plastique contenant de la cocaïne dissimulés dans un paquet de cigarettes.

Une enquête plus poussée enclenchée par les éléments de la même brigade a conduit à l'arrestation d'un autre individu, âgé de 36 ans et impliqué dans la même affaire.

Les deux mis en cause ont été présentés au parquet et placés sous mandat de dépôt, précise la même source.

R. K.

ACTU...

## Large de Cap Falcon 14 harraga interceptés

Large de Cap Falcon

14 harraga interceptés

Quatorze candidats à l'immigration clandestine dont un mineur ont été interceptés tôt hier au large de Cap Falcon par les unités des gardes-côtes du groupement territorial d'Oran, a-t-on appris de ce corps de sécurité. «Ce groupe de 14 harraga a été intercepté au nord de Cap Falcon (Aïn El Turck) et conduit au port d'Oran par les services des gardes-côtes d'Oran, a-t-on indiqué de même source. Plusieurs tentatives d'immigration clandestine à partir du littoral oranais ont été déjouées ces derniers jours par les unités des gardes-côtes d'Oran, a-t-on ajouté de même source. La dernière opération en date effectuée dans la nuit de samedi à dimanche dernier, a permis d'intercepter 32 harraga, a-t-on souligné. Auparavant, une opération similaire a été déjouée, vendredi dernier, touchant 48 candidats à l'immigration clandestine.

H. O.

Tunisie

## Une «attaque terroriste» déjouée à Kasserine

Les forces de sécurité tunisiennes, ont déjoué une «attaque terroriste», hier à Khmouda, une localité de la province de Kasserine (centre-ouest), a annoncé hier le ministère tunisien de l'Intérieur. «Le groupe terroriste, au nombre inconnu, a riposté aux coups de feu tirés par les gardes nationaux, avant de prendre la fuite», ajoute le ministère dans un communiqué officiel. Aucun blessé, ni dégât n'est à déplorer, a affirmé la même source.

R. T.

Fête de Achoura

## La journée du mercredi chômée et payée

La journée du mercredi 10 Moharram 1438 de l'Hégire, correspondant au 12 octobre 2016, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques y compris les personnes payées à l'heure ou à la journée, indique hier un communiqué de la direction générale de la Fonction publique.

Les personnels exerçant en travail posté ou à la journée sont toutefois tenus d'assurer la continuité du service, précise la même source. Cette mesure, intervient conformément à la loi du 26 juillet 1963, modifiée et complétée, fixant la liste des fêtes légales.

T. N.

Accidents de la circulation

## Huit morts en 24 h

Huit personnes ont été tuées et 21 autres blessées dans sept accidents de la circulation survenus au niveau national, au cours des dernières 24 h, indique hier un communiqué de la Protection civile.

La wilaya de Batna déplore le bilan le plus lourd avec deux personnes décédées et quatre autres blessées, suite à un carambolage de trois véhicules légers et une camionnette sur le CW 26 dans la commune de Chamora, précise la même source.

H. O.

Médéa

## Secousse tellurique de magnitude 3,9

Une secousse tellurique d'une magnitude de 3,9 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée lundi à 00h 03 dans la wilaya de Médéa, indique le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG).

L'épicentre de la secousse a été localisé à 17 km au Nord-Ouest de Kasr El Boukhari wilaya de Médéa, précise la même source.

Reda A.